

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE PLÉNIÈRE

SOIXANTE ET ONZIÈME SESSION, 8E, 9E & 10E SÉANCES PLÉNIÈRES, MATIN, APRÈS-MIDI & SOIR

Le débat général de l'Assemblée générale s'ouvre par des appels au rapprochement entre les gouvernants et les gouvernés

Le débat général annuel de l'Assemblée générale s'est ouvert aujourd'hui avec, certes, des constats anxieux dressés par les chefs d'État et de gouvernement sur l'état incertain et instable du monde, mais aussi avec plusieurs appels en vue de le changer et de le rendre plus démocratique. Le Secrétaire général de l'ONU, M. Ban Ki-moon, s'est dit « plus convaincu que jamais » de la capacité de la communauté internationale à mettre fin aux conflits, à l'extrême pauvreté, aux persécutions et au fossé entre les riches et les pauvres.

« Un monde parfait est peut-être encore loin. Mais la route vers un monde meilleur, un monde plus sûr, un monde plus juste, est en chacun de nous », a déclaré M. Ban, qui s'apprête à quitter ses fonctions à la tête de l'Organisation au terme de ses deux mandats. « Après 10 ans, je sais qu'ensemble, unis, nous pouvons y arriver. »

Le Président de la soixante et onzième session de l'Assemblée générale, M. Peter Thomson, a prôné le renforcement de l'action collective des États Membres et des partenariats stratégiques et inclusifs en particulier dans les domaines de la lutte contre l'extrémisme violent, les effets des changements climatiques ou les maladies contagieuses.

Ouvert ce matin, ce rendez-vous annuel majeur, doit, jusqu'à sa conclusion le lundi 26 septembre, rassembler près de 150 chefs d'État et de gouvernement, ainsi que d'autres représentants de haut niveau qui vont présenter leurs vues sur les grands enjeux mondiaux.

Pour le Secrétaire général, le Programme de développement durable à l'horizon 2030 et l'Accord de Paris sur le climat, tous deux conclus l'an dernier, sont des outils adaptés pour faire face aux « défis de notre temps ».

Néanmoins, M. Ban a observé que le monde était sous le coup de « menaces importantes », précisant, entre autres, que « les conflits sont devenus de plus en plus longs et complexes », que « les sociétés sont au bord de l'implosion du fait de la mauvaise gouvernance » et que « la radicalisation et l'extrémisme violent menacent la cohésion sociale ».

Après avoir passé en revue plusieurs situations de conflit et de crise à travers le monde, comme le Moyen-Orient, la Libye, le Sahel, le Soudan du Sud, la République populaire démocratique de Corée (RPDC) ou l'Ukraine, M. Ban a pointé du doigt ces dirigeants qui, désespérément, s'accrochent au pouvoir, leur demandant d'être au service de leurs peuples et de respecter les droits de l'homme. « Mon message est clair: ne pervertissez pas la démocratie, ne pilliez pas les ressources de vos pays, n'emprisonnez pas et ne torturez pas vos opposants. »

Le Président des États-Unis, M. Barack Obama, dans son tout dernier discours devant l'Assemblée générale, a appelé les dirigeants à « faire preuve d'imagination morale » et à reconnaître que l'on peut faire plus pour son propre peuple en recherchant ce qui est juste pour tous. « Notre monde est trop petit

pour des murs censés protéger nos sociétés », a lancé M. Obama, qui a aussi plaidé longuement en faveur de la coopération internationale.

« Nous nous trouvons aujourd'hui face à un choix, a poursuivi le Président américain: soit poursuivre nos efforts en mettant en place un meilleur modèle d'intégration mondiale, soit reculer vers un monde plus divisé, au risque d'aller vers des conflits entre nations, races, tribus et religions. »

Pour son homologue mexicain, M. Enrique Peña Nieto, « le monde ne doit pas tomber dans le piège de la démagogie et de l'autoritarisme ». « L'ouverture, la transparence et la redevabilité sont les clefs de la réponse et les leaders d'aujourd'hui se doivent d'être à l'écoute de leurs citoyens », a-t-il poursuivi, assurant que « la réponse au désenchantement démocratique réside dans la démocratie elle-même ».

Le Premier Ministre du Canada, M. Justin Trudeau, qui, lui, s'exprimait pour la première fois à la tribune de l'Assemblée générale, a invité les dirigeants à passer du temps avec les personnes qui les ont élus. Partout, a-t-il dit, ils sont confrontés à des « citoyens anxieux » et « pour répondre à cette anxiété, il faut assurer une croissance économique, partagée d'une façon juste et équitable, et mettre l'accent sur ce qui nous réunit et non sur ce qui nous divise ».

Pour le Président du Malawi, M. Arthur Peter Mutharika, « notre monde vit une histoire indigne » et « la plupart de ses tragédies et de ses défis sont notre propre création. Les solutions sont entre nos mains, ici dans cette Assemblée ». « C'est à nous qu'il appartient de relever ces défis et à personne d'autre. Et ce doit être maintenant, ou jamais. »

« Nous ne pouvons reculer devant ce monde », a exhorté Le Président du Brésil, M. Michel Temer. « Au contraire, nous devons nous unir pour le transformer grâce à la diplomatie, une diplomatie équilibrée, mais ferme; sobre, mais déterminée; une diplomatie qui a les pieds sur terre, mais assoiffée de changement. »

Le Président français, M. François Hollande, a, pour sa part, demandé aux États membres de l'Assemblée générale de « tout faire pour mettre en œuvre le plus vite possible l'Accord historique de Paris » sur le climat. « Il n'y a pas de temps à perdre », a-t-il dit.

M. Hollande a également annoncé un « Agenda 2020 pour l'Afrique », dont le développement est menacé par le réchauffement, les migrations, les conflits et le terrorisme. J'appelle à une autre vision des enjeux du développement en Afrique, a dit en écho son homologue du Sénégal, M. Macky Sall qui a ainsi fait part d'une ambition à réaliser non par l'aide mais par des investissements massifs et urgents dans les secteurs qui portent la croissance et le développement. Regardons l'Afrique non comme une terre d'urgence humanitaire et un réceptacle d'aide publique au développement mais comme un continent en construction, un pôle d'émergence et de progrès, a-t-il insisté.

S'agissant de la Syrie, le Président français a indiqué que la France saisisait le Conseil de sécurité avec quatre exigences: imposer le cessez-le-feu; demander l'acheminement immédiat et sans condition de l'aide humanitaire vers Alep et les autres villes martyres; permettre la reprise des négociations politiques; dénoncer et sanctionner le recours aux armes chimiques.

RAPPORT DU SECRÉTAIRE GÉNÉRAL SUR L'ACTIVITÉ DE L'ORGANISATION ([A/71/1](#))

Exposé du Secrétaire général de l'ONU sur son rapport annuel

M. BAN KI-MOON, Secrétaire général de l'ONU, a déclaré à l'entame de la soixante et onzième session de l'Assemblée générale de l'ONU, sa dernière en tant que Chef de l'Organisation, qu'il était plus convaincu que jamais, 10 ans après sa prise de fonctions, de la capacité de la communauté internationale de mettre fin aux conflits, à l'extrême pauvreté, aux persécutions et au fossé entre les riches et les pauvres.

M. Ban a en effet indiqué que le Programme de développement durable à l'horizon 2030 et l'Accord de Paris sur le climat, tous deux conclus l'an dernier, étaient des outils adaptés pour faire face aux défis de notre temps. À ce titre, le Chef du Secrétariat de l'ONU a exhorté les chefs d'État et de gouvernement à tout faire pour que l'Accord de Paris entre en vigueur dans les plus brefs délais, rappelant que, pour ce

faire, 26 pays ne représentant que 15% des émissions de gaz à effet de serre dans le monde doivent ratifier le document.

Toutefois, le Secrétaire général a déclaré que le monde était sous le coup d'autres menaces importantes, précisant, entre autres, que les conflits sont devenus de plus en plus longs et complexes, que les sociétés sont au bord de l'implosion du fait de la mauvaise gouvernance et que la radicalisation et l'extrémisme violent menacent la cohésion sociale. « Les conséquences tragiques se font voir du Yémen à la Libye, en passant par l'Iraq, l'Afghanistan, le Sahel et le bassin du Lac Tchad », a-t-il ajouté.

S'agissant tout particulièrement du conflit en Syrie, M. Ban a rappelé qu'il n'existait pas de solution militaire à cette crise, rejetant dos à dos le Gouvernement et les groupes armés, qui continuent de tuer sans égard les civils innocents. Il a condamné l'attaque « écœurante, sauvage et apparemment délibérée » de la veille contre un convoi de l'ONU et du Croissant-Rouge arabe syrien à l'ouest d'Alep. Il a noté que l'Organisation a été contrainte de suspendre les convois d'aide humanitaire dans la région en raison de cet incident. Pour mettre fin au massacre en Syrie, M. Ban a appelé à une transition politique.

S'agissant de la situation au Moyen-Orient, le Secrétaire général a regretté que, bien que la Palestine ait « levé fièrement » son drapeau au Siège de l'ONU, il y a un an, la perspective d'une solution à deux États s'éloigne un peu plus chaque jour. « Remplacer la solution à deux États par l'édification d'un seul État serait voué à l'échec: cela reviendrait à nier le droit des Palestiniens à la liberté et à un futur légitime, tout en écartant de plus en plus Israël de sa vision d'une démocratie juive au profit d'un isolationnisme global croissant », a-t-il dit.

Abordant la question de la République populaire démocratique de Corée, le Secrétaire général a déploré le cinquième essai nucléaire mené par le pays et a exhorté ses dirigeants à changer de cap et à honorer leurs obligations envers leur peuple et la communauté internationale.

M. Ban a également évoqué la situation en Ukraine, où la violence a créé de nouvelles tensions en Europe. S'agissant du Soudan du Sud, les dirigeants ont « trahi leur peuple », a tranché le Secrétaire général. Dans trop d'endroits dans le monde, s'est-il impatienté, les dirigeants réécrivent les constitutions, manipulent les élections et prennent des mesures désespérées pour s'accrocher au pouvoir.

Les dirigeants doivent comprendre que leur poste est une marque de confiance du peuple et non une propriété privée. Mon message est clair, a insisté le Secrétaire général: ne pervertissez pas la démocratie, ne pilliez pas les ressources de vos pays, n'emprisonnez pas et ne torturez pas vos opposants.

Malgré ces situations alarmantes, le Secrétaire général s'est félicité des progrès réalisés hier lors du Sommet sur les déplacements massifs de réfugiés et migrants. « La Déclaration de New York est un pas dans la bonne direction pour sauver des vies et protéger les droits de millions de personnes », a-t-il affirmé, tout en rejetant les stigmatisations et stéréotypes à l'encontre des réfugiés et des migrants, notamment les Musulmans.

Le Secrétaire général a par ailleurs appelé à d'autres d'efforts dans le domaine de la prévention des conflits et a appelé au renforcement des opérations de paix. À ce titre, M. Ban a noté avec satisfaction que son Plan d'action pour la prévention de l'extrémisme violent a été soutenu par l'Assemblée générale. Il a également noté que la transition politique au Myanmar est entrée dans une « phase prometteuse » et qu'au Sri Lanka, les efforts pour panser les plaies se sont intensifiés. « Lundi prochain, je me rendrai en Colombie pour la signature d'un accord de paix qui mettra fin à l'un des plus longs conflits au monde », a-t-il également mentionné.

Le Secrétaire a tenu, d'autre part, à exprimer ses regrets au sujet de « deux situations qui ont terni la réputation de l'Organisation », à commencer par « les actes odieux d'exploitation et de violence sexuelles » commis par certains soldats de la paix et d'autres membres du personnel des Nations Unies déployés sur le terrain. « Deuxièmement, Haïti a accumulé les épreuves: peu après un tremblement de terre dévastateur, le pays a été frappé par une épidémie de choléra », a déclaré M. Ban, ajoutant que l'ONU était fermement résolue à s'acquitter durablement de cette responsabilité morale.

Le Secrétaire général a par ailleurs mentionné des progrès accomplis au cours de ses deux mandats dans le domaine de la défense des droits de la femme, de l'éducation et de la santé, avec notamment l'éradication de la polio et l'essor de la scolarisation des enfants.

Concernant l'Organisation, M. Ban a souligné la nécessité d'améliorer son processus de prise de décisions. « Trop souvent, j'ai vu des actions essentielles et des bonnes idées bloquées par le Conseil de sécurité ou à l'Assemblée générale », a-t-il déploré. Pour y remédier, le Chef du Secrétariat de l'ONU a appelé son futur successeur à créer un Groupe d'experts de haut niveau pour trouver des solutions pratiques pour améliorer le processus de prise de décisions.

« Un monde parfait est peut-être encore loin. Mais la route vers un monde meilleur, un monde plus sûr, un monde plus juste, est en chacun de nous. Après 10 ans, je sais qu'ensemble, unis, nous pouvons y arriver », a conclu M. Ban.

Ouverture du débat général

Le Président de la soixante et onzième session de l'Assemblée générale, M. PETER THOMSON, est revenu sur l'importance et la portée du Programme de développement durable à l'horizon 2030 et son caractère universel et transformateur. À cet égard, il a estimé que l'Accord de Paris sur le climat et sa prochaine ratification, est l'un des premiers progrès tangibles de cette feuille de route. Maintenant il faut travailler sans délai pour relever les défis climatiques, car il s'agit d'une « responsabilité existentielle ». Même si tout semble indiquer que le Programme de développement durable à l'horizon 2030 est utilisé de plus en plus souvent comme le cadre des politiques nationales de développement durable, « nous sommes encore loin de l'objectif fixé », a-t-il averti.

En effet, des millions de personnes dans le monde sont victimes de la guerre. La crise syrienne inflige toujours des souffrances humaines énormes, à la fois à ceux qui ont pris la fuite et à ceux qui sont restés. Le Président de l'Assemblée générale a d'ailleurs fermement condamné l'attaque d'hier sur le convoi humanitaire de l'ONU. Il a également parlé de l'écart entre riches et pauvres, hommes et femmes, pays en développement et économies avancées. M. Thomson s'est aussi attardé sur la montée de la xénophobie, des rhétoriques incendiaires et des violations des droits de l'homme et des droits fondamentaux.

Face à ces défis « énormes », M. Thomson a déclaré qu'il n'y avait pas d'autre alternative que de « faire mieux pour accélérer la mise en œuvre des objectifs de développement durable ». Pour y arriver, il va falloir sensibiliser les jeunes, allouer davantage de ressources nationales et augmenter l'aide au développement, mettre en place des cadres réglementaires plus efficaces et exercer une pression sur le système financier international pour garantir et obtenir du secteur de la finance qu'il s'oriente davantage vers des investissements verts, productifs et socialement responsables.

M. Thomson a également prôné le renforcement de l'action collective des États Membres et des partenariats stratégiques et inclusifs en particulier dans les domaines de la lutte contre l'extrémisme violent, les changements climatiques ou encore la lutte contre les maladies contagieuses. En tant que Président de l'Assemblée générale, il s'est engagé à faire tout son possible pour promouvoir la réalisation des objectifs de développement durable. Plus spécifiquement, il a annoncé qu'il superviserait les préparatifs de la Conférence des Nations Unies sur l'objectif 14 relatif aux océans, qui aura lieu du 5 au 9 juin 2017. Il a annoncé son départ pour la Colombie la semaine prochaine pour assister à la signature de l'accord de paix « historique » entre le Gouvernement colombien et le FARC.

Parmi les autres dossiers qu'il souhaite faire évoluer sous sa présidence, M. Thomson a cité le renforcement de l'architecture de l'ONU pour la lutte contre le terrorisme et l'amélioration de la capacité de l'Organisation de prévenir les conflits et de répondre aux différentes menaces. Il a promis d'œuvrer en outre à la transformation dans le sens de la parité et de l'égalité, d'un meilleur équilibre géographique et de modes de fonctionnement plus flexibles, plus cohérents et plus novateurs. Il s'est également engagé à faciliter les interactions entre le futur Secrétaire général et les États Membres et à pousser pour une réforme du Conseil de sécurité.

M. MICHEL TEMER, Président du Brésil, a affirmé que le monde d'aujourd'hui était marqué par l'incertitude et l'instabilité. Le système international, a-t-il dit, manque d'ordre. La réalité évolue plus vite que notre capacité collective à l'appréhender. Des conflits régionaux au fondamentalisme violent, nous

sommes confrontés, a-t-il dit, à des menaces, anciennes et nouvelles, que nous n'avons pas réussi à contenir. Face à la tragédie des réfugiés ou la résurgence du terrorisme, l'on ne peut ressentir que de la perplexité.

Le Président brésilien a souligné que même dans le domaine économique, le monde manquait de réglementation pour atténuer les effets asymétriques de la mondialisation, la tentation étant grande de se réfugier dans la solution facile du protectionnisme.

« Nous ne pouvons reculer devant ce monde », a déclaré M. Temer. « Au contraire, nous devons nous unir pour le transformer grâce à la diplomatie, une diplomatie équilibrée, mais ferme; sobre, mais déterminée; une diplomatie qui a les pieds sur terre, mais assoiffée de changement. »

C'est dans cette voie qu'œuvre le Brésil dans sa région et au-delà, comme un pays qui suit ses intérêts sans abandonner ses principes, a expliqué le Chef de l'État. « Le Brésil veut pour le monde ce qu'il veut pour lui: la paix, le développement durable et le respect des droits de l'homme. Ce sont là les valeurs et les aspirations de notre société. Ce sont là les valeurs et les aspirations qui nous guident sur la scène internationale. »

Depuis des décennies, le Brésil ne cesse d'avertir qu'il est essentiel de faire en sorte que les structures de la gouvernance mondiale soient plus représentatives, nombre d'entre elles étant devenues vieilles et déconnectées de la réalité. Le Conseil de sécurité doit être réformé, a souligné le Président, précisant que le Brésil continuerait sa collaboration en vue de surmonter l'impasse sur cette question.

M. Temer, qui a évoqué les trafics de stupéfiants et d'armes, la criminalité organisée, les conflits syrien et israélo-palestinien, le désarmement nucléaire, y compris dans la péninsule coréenne, a loué les vertus du dialogue et de la diplomatie qui ont permis, notamment, d'aboutir à un accord sur la question du nucléaire iranien.

L'accord de paix entre le Gouvernement colombien et les Forces armées révolutionnaires de Colombie (FARC) met fin au dernier conflit armé sur le continent sud-américain, s'est-il félicité, affirmant que le Brésil était prêt à contribuer à la paix dans ce pays. De même, selon lui, le rétablissement des relations diplomatiques entre Cuba et les États-Unis montre qu'il n'y a pas d'antagonisme éternel, d'impasse que l'on ne peut briser. Il a dit espérer que ce rapprochement puisse être une source de progrès dans l'ensemble de la région, également dans les secteurs économique et commercial. Le rétablissement de ces relations devrait aboutir à la fin de l'embargo contre Cuba, a-t-il déclaré.

Le Président a rappelé que cette année marquait le vingt-cinquième anniversaire de l'Agence argentine-brésilienne de comptabilité et de contrôle des matières nucléaires, la seule organisation bilatérale au monde s'attachant à appliquer les garanties nucléaires. Ainsi que l'a dit le Secrétaire général, M. Ban Ki-moon, l'Agence est une source d'inspiration pour les efforts mondiaux en faveur de l'élimination des armes nucléaires.

M. Temer a en outre mis l'accent sur le rôle du Brésil au sein de la Mission des Nations Unies pour la stabilisation en Haïti (MINUSTAH), dont il dirige la composante militaire depuis 2004.

Par ailleurs, le Président brésilien a estimé que le Programme de développement durable à l'horizon 2030 constituait l'élan le plus important en faveur du développement. Appuyer les pays en développement sera essentiel pour la réalisation des objectifs et des cibles fixés, a-t-il dit.

Le Chef de l'État a également annoncé que le Brésil déposerait demain l'instrument de ratification de l'Accord de Paris sur le climat. En tant que pays doté de la biodiversité la plus riche au monde et jouant un rôle mondial moteur en faveur des énergies propres, le Brésil est lié par un engagement sans compromis en faveur de l'environnement, a-t-il assuré.

Il a aussi insisté sur le fait que la fin du protectionnisme dans le secteur agricole était particulièrement importante pour le développement. Il est urgent, a-t-il affirmé, d'empêcher que des mesures sanitaires et phytosanitaires soient prises à des fins protectionnistes, de même qu'il est urgent de réglementer les subventions et autres politiques intérieures agricoles déstabilisatrices.

Soulignant le rejet catégorique du Brésil de toutes les formes de racisme, de xénophobie et d'autres expressions d'intolérance, M. Temer a fait observer que, dans un monde qui reste marqué par la haine et le sectarisme, les Jeux olympiques et paralympiques de Rio avaient montré que les nations pouvaient se rassembler dans une atmosphère de paix et d'harmonie, précisant que, pour la première fois, une délégation de réfugiés avait pu y participer.

Enfin, le Président brésilien a conclu son intervention en insistant sur l'engagement sans concession de son pays en faveur de la démocratie, en rappelant, à cet égard, la procédure de destitution de son prédécesseur, dans le respect absolu de l'ordre constitutionnel.

M. IDRIS DEBY ITNO, Président de la République du Tchad et Président en exercice de l'Union africaine, a déclaré que « dans ce monde d'incertitudes », l'Afrique est le continent le plus vulnérable et le plus exposé. Victime de la spoliation coloniale et aux prises avec les multiples problèmes du sous-développement, l'Afrique est aujourd'hui attaquée de plein fouet par le terrorisme, « la menace du siècle ».

L'élan de mobilisation de l'Union africaine et de ses États membres, a estimé le Président, doit être renforcé et appuyé par l'ensemble de la communauté internationale, sous toutes les formes: matérielle, financière, militaire et par le partage des renseignements. Le Président a, dans ce contexte, lancé un appel à des contributions au Fonds africain de lutte contre le terrorisme créé en juillet dernier par le Sommet de l'Union africaine. La complexité des conflits dans le monde, y compris en Afrique, est telle qu'aucune organisation ne peut les résoudre seule. C'est pourquoi, a dit le Président, l'Union africaine a toujours plaidé en faveur d'un partenariat stratégique avec les Nations Unies pour faire face aux défis sécuritaires sur le continent.

En déployant toutes ses opérations, l'Union africaine l'a fait au nom de la communauté internationale et dans le respect des prérogatives du Conseil de sécurité. Elle est donc en droit de compter sur le soutien multiforme, y compris financier de l'ONU. Le Président a rappelé que lors de son dernier Sommet, l'Union africaine a adopté une décision visant à assurer les 25% du coût des opérations de paix autorisées par le Conseil de sécurité sur le continent. Elle espère obtenir les 75% restants des Nations Unies, « dans un esprit de division du travail et de partage des charges ».

Passant en revue les situations au Mali, en Libye, au Soudan du Sud, en République centrafricaine, en RDC, au Burundi et au Gabon, le Président a exprimé la disposition de l'Union africaine à accompagner ces pays dans le règlement de leurs différends par des moyens pacifiques.

L'Afrique n'est pas qu'un gigantesque réservoir de matières premières, a souligné le Président. C'est aussi un peu plus d'un milliard d'hommes et de femmes qui aspirent à un développement harmonieux, accompagné du bien-être social et de prospérité. Il a donc souligné l'importance qu'il y a à mettre en œuvre le Programme de développement durable à l'horizon 2030 mais aussi le Programme d'action d'Addis-Abeba sur le financement du développement. L'Afrique, a-t-il dit, s'engage à jouer sa partition en veillant à un agencement efficace d'efforts et à une cohérence dans les objectifs de son Agenda 2063 et du Programme 2030.

Parlant de « l'impressionnante » vague migratoire de jeunes africains vers l'Europe, le Président a souligné qu'il ne s'agit pas de faire l'aumône à l'Afrique mais d'établir avec elle un véritable partenariat stratégique face à des défis communs et globaux. « Il n'est pas encore trop tard pour engager une action commune et concertée prenant en compte les préoccupations légitimes de toutes les parties concernées.

Le Président s'est aussi attardé sur les défis climatiques et sur le fait que le Lac Tchad dont la superficie était de 25 000 km² en 1960 est désormais réduite à moins de 2 500 km². Il a prévenu que l'Accord de Paris sur le climat ne sera crédible que s'il s'accompagne des actes concrets tendant à combler l'écart énorme entre les efforts promis et les nobles objectifs, à savoir mobiliser 100 milliards de dollars par an d'ici à 2020 en faveur des pays les plus pauvres.

M. BARACK OBAMA, Président des États-Unis, dont c'était le dernier discours devant l'Assemblée générale, a dressé un bilan des progrès réalisés durant ces dernières années, et notamment les huit dernières, depuis « la pire crise financière de notre époque ». Il a rappelé les mesures prises pour combattre le terrorisme ou renforcer le régime de non-prolifération nucléaire, l'ouverture des relations

entre les États-Unis et Cuba, le soutien de son pays au processus de paix en Colombie, l'accord avec l'Iran sur la question nucléaire ou encore la démocratisation du Myanmar, ainsi que la mise en place d'un cadre pour protéger la planète contre les effets néfastes des changements climatiques. C'est là un travail important qui a des conséquences sur la vie des gens et qui n'aurait pas été possible si nous n'avions pas travaillé ensemble, a-t-il estimé.

En même temps, ces forces de l'intégration mondiale mettent aussi en évidence les failles terribles de l'ordre international, a poursuivi le Président américain, citant les réfugiés qui fuient, les perturbations financières et leurs effets néfastes, la disparition de la sécurité la plus élémentaire dans de vastes régions du Moyen-Orient, les réseaux terroristes qui utilisent les médias pour influencer nos jeunes et menacer l'ouverture de nos sociétés modernes. « C'est le paradoxe qui définit notre monde d'aujourd'hui », a déclaré M. Obama, qui a ajouté que, 25 ans après la fin de la guerre froide, le monde était à maints égards moins violent et plus prospère, mais en même temps plein d'incertitudes et de discordes. Il est plus difficile de gouverner alors que les peuples perdent leur confiance dans les institutions, a-t-il ajouté.

Nous nous trouvons aujourd'hui face à un choix, a poursuivi le Président: soit poursuivre nos efforts en mettant en place un meilleur modèle d'intégration mondiale, soit reculer vers un monde plus divisé, au risque d'aller vers des conflits entre nations, races, tribus et religions. Pour M. Obama, il faut aller de l'avant et non reculer.

Le Président américain a reconnu que tous les États représentés à l'Assemblée générale ne souhaitent pas suivre la même voie, tout en ajoutant qu'il n'était personnellement « pas neutre » et que sa vision du monde tenait aussi à son expérience personnelle et à celle de l'Amérique, dont « l'histoire a commencé par une promesse de liberté », qu'il a présentée comme « une idée radicale » à l'époque.

Pour M. Obama, les principes du marché libre, de la démocratie, de l'état de droit ou encore du droit international « restent les plus solides ». Tout en affirmant que « les faits et l'histoire sont de notre côté », le Président s'est défendu de recourir à des arguments théoriques ou idéologiques, affirmant que ses convictions étaient basées sur les faits. L'intégration de l'économie mondiale a amélioré la vie de millions d'êtres humains, a-t-il insisté, rappelant notamment que la part de l'humanité qui vit dans la pauvreté a été réduite à 10%, que le code génétique permettra de réduire des maladies séculaires, que l'Internet permet aujourd'hui d'apporter l'éducation à une jeune villageoise isolée grâce à un petit appareil ou encore que le nombre des démocraties dans le monde a presque doublé ces 25 dernières années et que ceux qui nient la dignité aux autres se voient de plus en plus blâmés.

Il ne s'agit pas de passer sous silence les défis mais il faut reconnaître ces accomplissements pour avoir confiance dans nos efforts et ne pas abandonner, a encore affirmé M. Obama, qui a ajouté que, pour aller de l'avant, l'intégration mondiale exigeait de nouvelles trajectoires. Ceux qui parlent des avantages de la mondialisation ne tiennent compte que trop rarement des laissés-pour-compte, a-t-il ajouté, en insistant en particulier sur le fait que la mondialisation avait affaibli la position des travailleurs, supprimé de nombreux emplois dans l'industrie des pays développés, alors que, dans les autres, les syndicats restaient souvent réprimés.

Cela n'est pas nouveau, a reconnu le Président des États-Unis, mais les nouvelles technologies permettent à chacun de voir comment vivent les privilégiés et un sentiment d'injustice fondamentale sape désormais la confiance dans les systèmes en place. Il a donc appelé les États à ne pas succomber à un capitalisme qui ne bénéficie qu'à quelques-uns, à respecter les droits des travailleurs, à investir dans les êtres humains et dans l'éducation, à améliorer la sécurité des gens. Il a dénoncé les paradis fiscaux et les systèmes bancaires de l'ombre, ajoutant qu'un « monde dans lequel 1% de la population contrôle autant de richesses que les 99% autres ne sera jamais stable ».

L'insatisfaction de nos citoyens se reflète de manière éclatante dans les « autres visions » qui se sont faites jour, dans les pays riches comme dans les pays pauvres: le nationalisme agressif, le fanatisme religieux, le populisme de droite comme de gauche. M. Obama s'est dit convaincu que ces options, qui ne reconnaissent pas notre humanité commune, ne peuvent pas apporter la prospérité sur le long terme. Affirmant qu'on ne peut ni arrêter les migrations ni revenir à l'isolationnisme du passé, il a dénoncé des approches « qui nous rendraient plus pauvres et augmenteraient les risques de conflit », opposant, pour l'exemple, l'écart entre la riche République de Corée et le « désert de la Corée du Nord ».

M. Obama a également présenté comme conforme à cette vision la politique menée aux États-Unis depuis huit ans « avec des résultats évidents », comme les 15 millions d'emplois créés après la récession de 2008 et le fait que la pauvreté « n'a jamais baissé aussi vite ces 15 dernières années que l'an dernier ». À l'extérieur, a-t-il expliqué, les États-Unis travaillent avec de nombreuses nations pour remédier aux effets nocifs du capitalisme. Ainsi, ils appellent à l'établissement de règles claires au niveau international pour les banques, la lutte contre la corruption et contre l'argent sale.

M. Obama a par ailleurs appelé à faire preuve d'« audace » face aux changements climatiques, faute de quoi, a-t-il averti, la facture impliquera des migrations de masses, des villes entières submergées et des conflits. Pour lui, il faut donc mettre en œuvre l'Accord de Paris de 2015. Quant au Fonds vert pour le climat, il doit n'être qu'un début pour faire en sorte que les pays pauvres puissent investir à un coût raisonnable dans des énergies propres.

Le Président des États-Unis a longuement plaidé en faveur de la coopération internationale. Le monde n'a pas toujours été unipolaire, a-t-il affirmé, relevant qu'aujourd'hui certaines estiment que « tous les problèmes viennent de Washington ou que tous les problèmes devraient être résolus par Washington ». Il a présenté son pays comme une des « rares superpuissances qui ont été capables de ne pas penser seulement à leurs intérêts » mais ont aussi, malgré des erreurs, cherché à agir conformément à leurs idéaux.

Sur le long terme, renoncer à une certaine marge de manœuvre, sans renoncer à protéger nos intérêts, renforce notre sécurité, a encore plaidé M. Obama, qui a appelé les dirigeants à « faire preuve d'imagination morale » et à reconnaître que l'on peut faire plus pour son propre peuple en recherchant ce qui est juste pour tous. Notre monde est trop petit pour des murs censés protéger nos sociétés, a-t-il ajouté.

Inversement, il a estimé que la politique actuelle de la Fédération de Russie, qui « recherche sa grandeur passée », peut valoir à ses dirigeants une « ferveur nationale » mais lui apportera, sur le long terme, des frontières moins sûres. En mer de Chine méridionale, un accord « apporterait bien plus de stabilité que la militarisation de quelques récifs ». Le Président américain a également opposé l'Iran qui, en acceptant des limitations à son programme nucléaire, « renforce la sécurité mondiale » à la « Corée du Nord », qui, à chaque nouvel essai nucléaire, « inquiète le monde ».

La communauté internationale doit soutenir ceux qui cherchent à construire plutôt qu'à détruire, a encore affirmé le Président, qui a appelé à poursuivre en Syrie « le difficile travail de diplomatie », aucune solution purement militaire n'étant possible. Il a dénoncé une mentalité, trop fréquente au Moyen-Orient, consistant à déshumaniser ou persécuter un autre groupe.

À la fin de son discours, M. Obama a appelé à faire davantage pour aider les réfugiés, à faire preuve de suffisamment de compassion et à imaginer ce qui se passerait si ce qui leur arrive nous arrivait à nous. Certes, a-t-il reconnu, il existe une manière de voir l'histoire bien plus cynique, fondée sur les relations de pouvoir. Les progrès de l'humanité ne sont jamais inévitables mais sont le fruit de choix. Ce sont des choix humains qui ont produit les deux guerres mondiales et ce sont d'autres choix humains qui ont abouti à la création des Nations Unies. Il faut choisir ce qui fait appel à nos meilleurs instincts, a conclu le Président des États-Unis.

M. ANDREJ KISKA, Président de la Slovaquie, a rappelé les mots du Secrétaire général, selon lesquels « nombre de gouvernants préfèrent s'agripper au pouvoir plutôt que d'améliorer le sort de leurs propres citoyens », estimant qu'ils étaient dirigés vers cette Assemblée générale.

M. Kiska a dénoncé le pessimisme ambiant dans nos sociétés, lequel, selon lui, doit être balayé du revers de la main, car c'est un ennemi qui suscite la détresse. Il a en particulier dénoncé la toute puissance des réseaux sociaux qui contribuent à manipuler les citoyens pour semer la haine et dépeindre un monde effrayant, ce qui explique sans doute le fait que nombre de citoyens affichent un certain scepticisme à l'égard de leurs dirigeants.

Le Chef de l'État a ainsi mis l'accent sur la nécessité pour la communauté internationale et les Nations Unies de coopérer, relevant notamment les dangers du nationalisme, du racisme et de l'intolérance dans certaines parties du monde.

Rappelant les mots du pape François, il a estimé que les migrants et les réfugiés n'étaient pas des statistiques, mais des hommes, des femmes et des enfants. Les réfugiés ont besoin de notre empathie et de notre aide, a-t-il dit, se déclarant convaincu que chaque pays moderne a le devoir moral d'aider, que tout dirigeant politique a le devoir moral de prêter assistance à ceux qui fuient les dangers et la mort.

M. Kiska a également condamné le terrorisme, ces attaques qui ciblent des millions d'individus, de cœurs et d'esprits, et qui visent à provoquer la haine, l'hostilité entre les nations et les civilisations. « Nous devons respecter nos valeurs fondamentales », a-t-il déclaré, appelant en particulier à faire cesser les préjugés vis-à-vis des différentes religions et à susciter l'espoir et un avenir durable pour faciliter la coexistence pacifique dans nos sociétés.

Le Président slovaque a, en outre, lancé un vibrant appel au règlement du conflit en Ukraine. L'Accord de Minsk reste la seule solution viable pour sortir de la crise, a-t-il dit, indiquant que la Slovaquie se tient prête à apporter son appui à l'Ukraine pour que tous ses citoyens puissent avoir un avenir pacifique et stable.

M. Kiska a, enfin, plaidé pour le partage sur notre planète, se disant convaincu du succès à cet égard, malgré les temps incertains, et lançant un appel à la solidarité conformément au principe du Programme 2030, « ne laisser personne sur le côté ».

Après avoir rappelé les engagements de son pays pour la réalisation du Programme 2030 et l'Accord de Paris sur le climat, M. DAVID ARTHUR GRANGER, Président du Guyana, a indiqué que tous les efforts de son pays sont menacés par les ambitions territoriales du Venezuela. La célébration du cinquantième anniversaire de l'indépendance du pays a été assombrie par le rejet répété du Venezuela de l'accord frontalier qu'il a signé il y a 117 ans et ratifié et respecté pendant 60 ans.

M. Granger a rappelé, comme il l'a fait l'année dernière, le danger que pose le Venezuela à la paix et à la sécurité de la région non à cause de l'instabilité intérieure mais en raison de ses attaques extérieures contre la souveraineté et l'intégrité territoriale de Guyana. Depuis un an, le Venezuela est resté au même point dans tous les domaines et a intensifié son agression contre le Guyana, contrecarrant tous les efforts du Secrétaire général. Le Guyana, a dit le Président, est prêt à saisir la Cour internationale de Justice (CIJ). Nous travaillerons résolument avec le Secrétaire général dans les derniers mois de son mandat, et avec son successeur, pour libérer le Guyana de « ce fardeau surréaliste ».

Le Venezuela a accepté, dans l'Accord de Genève de 1966, que le Secrétaire général détermine les moyens de résoudre ce problème, y compris un règlement juridique. Pourtant, le Venezuela ne déploie aucun effort en ce sens. L'ONU, a poursuivi le Président, ne peut être insensible à une menace à la paix et à un défi à la loi des nations. Le comportement du Venezuela constitue en effet un défi. Il frappe au cœur de l'ONU, au cœur de son rôle de gardienne du droit international et de la Charte.

Le Guyana, qui est un petit pays, ne peut que se tourner vers les Nations Unies pour se protéger contre les menaces à sa sécurité. Les revendications du Venezuela sont une menace pour le Guyana en tant que pays indépendant. Elles sont un rappel « scandaleux de la maladie du Conquistador » qui a tourmenté sa propre histoire. Ce sont des crimes contre notre humanité enrobés du « verbiage de l'honneur national ». Avant de terminer, le Président a réaffirmé son appui à la levée totale de l'embargo commercial, économique et financier imposé par les États-Unis à Cuba.

M. TAMIM BIN HAMAD AL-THANI, Émir du Qatar, a déclaré que la communauté internationale était en proie à des troubles graves, en raison de conflits non résolus et de la persistance de certains pays à suivre une trajectoire illégitime du point de vue du cadre juridique international et des résolutions du Conseil de sécurité des Nations Unies.

L'Émir du Qatar a dénoncé les faiblesses du système de l'ONU et « son incapacité, dans bien des cas, à appliquer les principes de justice et d'équité à ses propres mécanismes de fonctionnement ». L'une des principales manifestations de ces dysfonctionnements, selon lui, s'incarne dans la « sélectivité du Conseil de sécurité s'agissant de la gestion des crises, notamment en ce qui concerne l'utilisation de la force par certains pays dans les relations internationales ».

Plus précisément, concernant le Moyen-Orient, l'Émir a affirmé qu'Israël avait non seulement ignoré les résolutions de l'ONU et l'Initiative de paix arabe, mais également tenté d'imposer un statu quo inique par

sa politique de colonisation en Cisjordanie et à Jérusalem. « Les leaders israéliens pensent peut-être qu'une telle attitude leur a permis de remporter la victoire. Mais en réalité, ils ont échoué à résoudre tous les problèmes », a-t-il déclaré, ajoutant que les Palestiniens sont plus déterminés que jamais à faire valoir leurs droits. Les peuples arabes ne peuvent en aucun cas normaliser leurs relations avec Israël tant qu'une solution ne sera pas trouvée. Sur ce point, l'Émir s'est prononcé en faveur de la solution de deux États et a appelé Israël à lever « le blocus injuste » imposé à Gaza et à mettre fin à l'occupation de tous les territoires arabes occupés, y compris le Golan arabe syrien.

Concernant le conflit en Syrie, l'Émir a dénoncé l'attitude du Gouvernement du pays, qui n'a eu de cesse de violer les « lignes rouges » qui lui avaient été imposées par la communauté internationale. Il a également dénoncé la faiblesse de cette dernière, qui a été incapable de protéger le peuple syrien sans défense, un peuple, selon lui, parfaitement capable de changer le régime politique actuel, « à supposer qu'on le protège des bombardements ». Pour y parvenir, le dirigeant qatari a réaffirmé qu'il incombait au Conseil de sécurité de mettre un terme au « bain de sang en Syrie et aux bombardements barbares ».

S'agissant de la situation dans le Golfe persique, l'Émir a tout d'abord appelé la communauté internationale à faire davantage d'efforts pour renforcer l'état de droit en Iraq. Abordant ensuite la question de la crise yéménite, il s'est prononcé en faveur d'un retour à l'ordre institutionnel et s'est félicité, à ce titre, des efforts déployés par son homologue du Koweït, sous l'égide duquel des négociations de paix entre parties yéménites sont actuellement en cours.

Concernant la situation en Libye, le dirigeant qatari a dit se réjouir du retour futur à la stabilité, grâce aux efforts déployés par le Conseil présidentiel et le Gouvernement actuel, avec le soutien de la communauté internationale. Il s'est toutefois étonné du fait que certains pays soutiennent des forces libyennes qui s'opposent à la solution internationale au conflit et agissent à l'encontre des résolutions du Conseil de sécurité.

Enfin, l'Émir du Qatar a appelé la communauté internationale à lutter contre la menace terroriste mondiale, dans le respect du droit international et en s'attaquant aux causes profondes de ce phénomène.

M. MAURICIO MACRI, Président de l'Argentine, a déclaré que son gouvernement avait identifié trois priorités nationales dans la réalisation du Programme de développement durable à l'horizon 2030. La première, a-t-il précisé, c'est l'éradication de la pauvreté, d'autant plus importante que l'Argentine est un producteur alimentaire qui ne peut tolérer qu'une partie de sa population ne mange pas à sa faim. La seconde priorité, a poursuivi le Chef d'État, c'est la lutte contre les trafics de stupéfiants, auxquels se livrent les réseaux transnationaux de criminalité. La troisième, enfin, tient à la nécessité d'unir tous les Argentins dans un dialogue national, dans le respect de l'état de droit et dans le renforcement des institutions démocratiques. Affirmant que son pays est prêt à jouer le rôle qui est le sien sur la scène internationale, M. Macri a plaidé pour que la souveraineté égale de tous les États Membres des Nations Unies soit respectée, pour l'avènement d'un monde plus juste.

Évoquant le défi des changements climatiques, « le plus important qui se pose à l'humanité », il a cité en exemple l'Argentine qui s'est engagée dans un développement ambitieux de ses énergies renouvelables et qui fait partie des tous premiers pays à avoir ratifié l'Accord de Paris. L'autre grande problématique à laquelle la communauté internationale fait face, c'est celle des réfugiés, que le Gouvernement argentin prend très au sérieux, comme en témoigne sa présence dans les zones du conflit syrien et l'aide qu'il a accordée à un camp de réfugiés au Liban. En outre, le Gouvernement s'est doté d'un cabinet ministériel chargé d'amplifier les opérations humanitaires de l'Argentine à travers le monde. Mon pays, a souligné M. Macri, accorde également une attention cardinale à l'autonomisation des femmes à tous les niveaux, ce qu'illustre la création récente d'un Plan national d'action pour la protection et l'assistance aux femmes en situation à risque, destiné à mettre fin à toutes les violences et discriminations dont celles-ci sont victimes.

Évoquant enfin le dossier des Îles Malvinas, le Président a rappelé que son pays continuerait de privilégier le dialogue pacifique avec le Royaume-Uni, appelant de nouveau les autorités britanniques à un règlement à l'amiable quant à la souveraineté territoriale sur cet archipel et sur la Géorgie du Sud, les îles Sandwich et les espaces maritimes environnants. Rappelant que l'Argentine avait démontré sa volonté de progresser dans ses relations bilatérales avec Londres, M. Macri s'est déclaré confiant qu'il serait possible de revitaliser les négociations et de trouver une issue définitive à ce différend qui dure depuis trop longtemps.

M. FRANÇOIS HOLLANDE, Président de la France, a, d'emblée, demandé aux États Membres de l'Assemblée générale de tout faire pour mettre en œuvre le plus vite possible l'Accord historique de Paris; historique parce que cette Conférence se tenait quelques jours après les attentats terroristes qui avaient ensanglanté Paris; et historique par le contenu de l'Accord lui-même, avec cet engagement de réduire le réchauffement climatique et de mobiliser des financements en faveur des pays les plus vulnérables.

Rappelant l'Accord, signé par 175 pays, mais ne pouvant entrer en vigueur que s'il est ratifié par au moins 55 États représentant 55% des émissions de gaz à effet de serre, le Président français a appelé tous les pays à accélérer leur procédure de ratification pour que tout soit conclu d'ici à la fin de l'année. Il n'y a pas de temps à perdre, a-t-il dit.

Le deuxième appel du Chef de l'État fut pour l'Afrique, dont le développement est menacé par le réchauffement, les migrations, les conflits et le terrorisme. Il a ainsi proposé un « Agenda 2020 pour l'Afrique ». Ce plan, a expliqué M. Hollande, doit permettre à tous les Africains d'accéder à l'électricité, de répondre aux besoins de 15% de la population mondiale, de permettre aux pays africains de bénéficier d'un potentiel immense et de réduire les migrations.

Le Président français a souligné avoir lancé l'initiative pour une énergie renouvelable en Afrique. Dix bailleurs se sont engagés à mobiliser 10 milliards d'ici à 2020, la France, elle, en financera plus de 20%. Face aux menaces à la sécurité posées principalement par Boko Haram et des organisations liées à Al-Qaida ou à Daech, les pays de l'Afrique de l'Ouest, du Sahel et du Lac Tchad savent qu'ils peuvent compter sur la France, a également dit M. Hollande, ajoutant que celle-ci les formait, les entraînait, leur donnait un appui dans tous les domaines, dont celui, essentiel, du renseignement.

Enfin, le Président français a appelé à agir pour la Syrie. « Ça suffit », a-t-il lancé, après avoir notamment rappelé que le conflit avait fait 400 000 morts. « La tragédie syrienne sera, devant l'Histoire, la honte de cette Assemblée si nous n'y mettons pas fin maintenant. » Il a affirmé que, comme en février, le dernier cessez-le-feu n'a pas duré, le régime étant, selon lui, « coupable de son échec ». « Quant à ses soutiens étrangers, ils doivent le forcer à la paix. Sinon ils porteront avec lui la responsabilité de la partition et du chaos. »

M. Hollande a annoncé que la France saisisait le Conseil de sécurité avec quatre exigences: imposer le cessez-le-feu, conformément aux décisions prises, « c'est le préalable »; demander l'acheminement immédiat et sans condition de l'aide humanitaire vers Alep et les autres villes martyres, « c'est l'urgence »; permettre la reprise des négociations politiques selon les principes de la transition établis dès 2012, c'est la solution »; dénoncer et sanctionner le recours aux armes chimiques, employées par le régime il y a quelques semaines encore, « c'est la justice ».

M. Hollande a également rappelé que la France avait pris l'initiative pour contribuer à une solution au conflit israélo-palestinien, l'objectif étant de réunir, d'ici à la fin de l'année, une « conférence pour qu'Israéliens et Palestiniens soient en capacité et en responsabilité de négocier ».

De même, s'agissant de la crise en Ukraine, la France souhaite à nouveau réunir dans les semaines qui viennent les Présidents russe et ukrainien avec la Chancelière allemande « pour avancer dans la mise en œuvre des accords de Minsk ». « Nous n'abandonnerons pas cet objectif », a-t-il déclaré.

M. ARTHUR PETER MUTHARIKA, Président du Malawi, a estimé que la mission de chaque génération devrait être de faire du monde un endroit meilleur pour les générations suivantes. Pour la nôtre, cette mission fait face à des défis considérables, a-t-il ajouté. Notre monde est en grand danger, a poursuivi M. Mutharika, qui a rappelé les souffrances dues aux guerres et à l'instabilité politique, qui sapent nos rêves, dispersent les communautés et provoquent des migrations sans fin. Ce n'est pas une histoire dont nous pouvons parler avec fierté aux générations à venir: notre monde vit une histoire indigne, a lancé le Président. La planète elle-même est en grand danger, du fait des conséquences du réchauffement climatique qui fragilise particulièrement les économies de l'Afrique et de l'ensemble du tiers monde, qui souffrent d'une pauvreté déshumanisante. La plupart de ces tragédies et défis sont notre propre création et les solutions sont entre nos mains, ici dans cette Assemblée. C'est à nous qu'il appartient de relever ces défis et à personne d'autre et c'est maintenant ou jamais.

Dans le contexte, le Président a souligné que la réalisation des objectifs de développement durable dépendra de notre compréhension commune et de notre unité en tant que communauté de

l'humanité. Le Malawi participera à la marche, a-t-il insisté, en soulignant la participation de ses soldats à plusieurs opérations de maintien de la paix et sa détermination à mettre en œuvre l'Agenda 2063 de l'Union africaine afin de « faire taire les armes d'ici à 2020 ». Il a appelé à la levée des barrières tarifaires, des subventions et autres distorsions du commerce international. Le monde doit comprendre que ce n'est que comme ça que l'Afrique pourra produire et ajouter de la valeur à ses produits de base et créer des emplois qui permettront de retenir les jeunes sur le continent.

Soulignant les dégâts des changements climatiques, le Président a souligné qu'aujourd'hui, au moins 6,5 millions d'habitants du Malawi ont besoin d'une assistance alimentaire. Quand on parle de traiter les problèmes liés aux changements climatiques, il ne faut pas oublier que les gens souffrent réellement de ses effets, a poursuivi le Président, qui a annoncé que son pays signerait l'Accord de Paris sur le climat au Siège de l'ONU et que son gouvernement s'était engagé en faveur de sa ratification et de son intégration nationale.

M. TABARÉ VÁZQUEZ, Président de l'Uruguay, a déclaré qu'il était évident, « douloureusement évident », que malgré l'engagement de l'ONU pour mettre fin au terrorisme, à la violence, à l'ignorance, à l'intolérance, à la discrimination, à la pauvreté, aux inégalités, à l'injustice ou à la criminalité organisée, ces fléaux continuent de punir une bonne partie de l'humanité. Notre devoir, a-t-il dit, ne peut pas se limiter à « faire des diagnostics » ou à raconter aux gens ce qui se passe: « Notre devoir est de créer les conditions pour que les peuples construisent leur propre vie en société et de les accompagner dans la réalisation de cet objectif ».

Le Chef d'État a ensuite attiré l'attention sur les maladies non transmissibles, principalement les maladies cardiovasculaires, le cancer, le diabète et les pathologies pulmonaires chroniques, qui « constituent la principale cause de mortalité dans les pays à faible revenu et à revenu intermédiaire ». Maladies qui résultent des quatre facteurs à risques que sont le tabagisme, l'alcoolisme, la mauvaise alimentation et le sédentarisme, a expliqué M. Vázquez. Par conséquent, à moins de lutter énergiquement contre l'épidémie des maladies non transmissibles dans les pays et groupes sociaux les plus exposés, l'impact de ces maladies continuera de s'accroître, contribuant à éloigner un peu plus chaque jour la réalisation des objectifs de santé identifiés dans le Programme de développement durable à l'horizon 2030.

Rappelant que son pays est le leader mondial de la mise en œuvre de la Convention-cadre de l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) pour la lutte antitabac, le Président uruguayen s'est félicité d'annoncer le rejet, par le Centre international pour le règlement des différends relatifs aux investissements (CIRDI), de la requête déposée par le groupe Philip Morris contre deux mesures de lutte contre le tabagisme adoptées par l'Uruguay.

Le dirigeant uruguayen s'est en conclusion félicité de l'accord conclu récemment par le Gouvernement de la Colombie et les Forces armées révolutionnaires de la Colombie (FARC) et a réitéré sa demande pour que soit levé l'embargo économique, commercial et financier imposé par les États-Unis à Cuba.

ABDULLAH II IBN AL HUSSEIN, Roi de Jordanie, a commencé par rappeler que les élections au Parlement jordanien prenaient fin aujourd'hui et représentaient une nouvelle étape dans l'évolution positive de son pays, une évolution à laquelle la Jordanie s'est conformée strictement, malgré les turbulences régionales et la charge massive des réfugiés. Il a crédité de ce résultat le peuple jordanien et notamment sa jeunesse, qui s'accroche avec entêtement à son patrimoine d'unité, de force et d'esprit d'ouverture. Tout cela fait de ces élections un triomphe du progrès sur la régression, a affirmé le souverain.

Abdallah a ensuite dénoncé les forces, au Moyen-Orient et au-delà, dont le seul objectif est de s'attaquer aux valeurs de notre humanité commune. Quel monde transmettrons-nous à nos enfants? Un monde dominé par la peur et la division? a-t-il demandé. Tout n'est pas fait pour vaincre de manière décisive les forces du mal, a-t-il estimé. « Comment pourrions-nous être efficaces dans ce combat alors que nous n'avons pas même clairement défini quel est notre ennemi? », s'est-il interrogé.

Le Roi de Jordanie s'est dit frappé, après plusieurs années de guerre contre le terrorisme, par le manque de compréhension de la vraie nature de l'Islam en Occident. Il s'est dit contraint de réaffirmer encore et toujours que des perceptions erronées de l'Islam et des Musulmans ne peuvent qu'alimenter le projet terroriste de lutte mondiale en polarisant et en fractionnant les sociétés, chacun stigmatisant l'autre.

Les Musulmans représentent un quart de la population mondiale et sont présents dans tous les pays, a poursuivi le souverain, avant de saluer le riche héritage de responsabilité de civisme, de justice, de générosité, d'attachement à la vie familiale et de croyance en Dieu qu'ils apportent au monde. Lorsqu'on exclut les Musulmans ou quand des hors-la-loi de l'Islam tentent de tromper les Musulmans, l'avenir de nos sociétés est menacé, a-t-il ajouté.

Abdallah de Jordanie s'en est longuement pris à ceux qu'il a appelés les « khawarij », les hors-la-loi de l'Islam, affirmant qu'à chaque fois qu'ils assassinent, exploitent des enfants, rejettent l'égalité homme-femme, persécutent les minorités, rejettent la liberté de religion, ils insultent l'Islam. Rappelant que les Musulmans reconnaissent l'origine divine de la Bible comme de la Torah et que le Coran cite abondamment Jésus et la Vierge Marie, il a accusé les « khawarij » de dissimuler volontairement ces vérités pour séparer Musulmans et non-Musulmans. Toutes les religions et tous ceux qui croient au droit à la dignité, à la liberté et au bien-être de l'Homme doivent lutter contre les groupes terroristes extrémistes qui ne sont pas, a-t-il ajouté, à la lisière de l'Islam, mais hors de l'Islam.

Pour lutter contre cet ennemi non traditionnel, il faut des moyens non traditionnels, a poursuivi le Roi Abdallah, qui a préconisé de nouveaux modes de pensée, de nouveaux partenariats et de nouvelles méthodes. Pour les Musulmans, a-t-il ajouté, c'est un combat pour notre avenir qui doit impliquer non seulement les mosquées et autres centres religieux, mais aussi les médias, les écoles et les leaders communautaires.

La communauté internationale, quant à elle, doit combattre cet ennemi qui porte la guerre partout. Elle doit certes coopérer en matière de sécurité, mais aussi adopter une approche holistique, réformer sa manière de communiquer, partager l'information, utiliser la technologie. Le rôle des innovations technologiques sera essentiel. Le Roi s'est opposé à une approche uniquement militaire en Syrie, préconisant un processus politique dirigé par toutes les composantes de la société. En Iraq, le soutien international au Gouvernement et à la population qui combat les « khawarij » est essentiel.

Mais, a poursuivi le souverain, la communauté internationale doit aussi assumer ses responsabilités envers ceux dont la vie a été écrasée. Il a dénoncé les injustices qui offrent un terreau fertile à la violence, de la prison d'Abu Ghraib aux rues de Kaboul en passant par les écoles d'Alep. Il n'y a pas d'injustice plus répandue que celle faite aux Palestiniens, a encore déclaré le Roi Abdallah, qui a rappelé que la paix est un processus conscient: Israël doit choisir la paix ou se perdre dans une mer de haine et dans une région de troubles, a-t-il averti.

Rappelant qu'il est le gardien des lieux saints musulmans de Jérusalem, Abdallah a rejeté les attaques menées contre les lieux saints chrétiens et musulmans de la Ville sainte et affirmé qu'il continuerait de lutter contre toute violation de ces derniers. En conclusion, il a estimé que le terrain principal de la guerre que mène notre génération est sans doute l'esprit humain où l'idéologie de la haine et de l'autodestruction doit être combattue par une autre, par celle de la tolérance, de l'espoir et de la paix.

« L'être humain est capable du meilleur comme du pire », a souligné M. JOHANN N. SCHNEIDER-AMMANN, Président de la Confédération suisse, invoquant à titre d'exemple l'excellence et l'innovation au service de l'environnement, et notamment l'exploit récent de l'avion solaire suisse « Solar Impulse », mais aussi l'impuissance et une certaine inertie face à des immenses tragédies, fruits des dictatures, de la misère et des guerres. Face aux défis de taille, comme la situation au Moyen-Orient, dans certaines zones d'Afrique et aux portes de l'Europe, la fragilisation des États, la montée de la radicalisation pouvant mener au terrorisme, les conflits armés et leur corollaire de victimes, réfugiés et déplacés internes, le Président suisse a estimé qu'il faut une ONU forte.

Parmi les pierres angulaires de la nouvelle vision globale, figure, selon lui, le Programme de développement durable à l'horizon 2030 qui « est le cadre de référence commun pour l'élaboration de solutions durables et la base d'un contrat social renouvelé entre dirigeants et populations ». Le Président a également salué la signature de l'Accord de Paris sur le climat et la décision récente des États-Unis et la Chine de le ratifier.

2016 marquant les 10 ans du Conseil des droits de l'homme, la Suisse a lancé, le 13 juin, un appel, d'ores et déjà soutenu par 70 États, qui propose d'améliorer les activités de prévention des conflits en y intégrant systématiquement la dimension des droits de l'homme, a rappelé son Président qui a insisté sur la nécessité de renforcer les liens entre le Conseil des droits de l'homme et le Conseil de sécurité.

S'agissant du Programme de développement durable à l'horizon 2030, la Suisse a été l'un des premiers pays à présenter des mesures nationales en vue de sa réalisation. Son Président s'est dit convaincu de l'importance d'une économie saine pour la réalisation des objectifs de développement durable car « une économie dynamique qui assure des emplois et des perspectives est un facteur important dans la prévention contre les dérives terroristes et les conflits armés ».

Le Président de la Confédération a présenté les trois éléments clefs qui permettent à son pays de figurer régulièrement à la pointe de l'innovation et de la compétitivité, notamment un système de formation performant. Il a expliqué que la filière universitaire et la filière professionnelle bénéficient en Suisse de la même attention. L'autre facteur déterminant est la législation libérale du travail et enfin le partenariat social qui garantit la paix du travail.

« Parler des défis qui attendent l'ONU et la communauté internationale nous conduit tout naturellement vers la Genève internationale », a poursuivi le Président qui s'est engagé à valoriser « ce centre de la gouvernance mondiale » à la fois en soutenant la modernisation de son parc immobilier, et en renforçant les synergies entre les divers acteurs de cette « Genève internationale », que ce soit dans le domaine de la santé globale ou celui de l'action humanitaire.

Pour le Président suisse, les seules réponses viables aux défis contemporains sont des solutions collectives et solidaires. Pour les réaliser, la communauté internationale a besoin d'une ONU forte, moderne et efficace. « À nous désormais d'accompagner ensemble cette organisation avec clairvoyance et détermination. »

M. PEDRO PABLO KUCZYNSKI, Président du Pérou, qui a pris ses nouvelles fonctions il y a deux mois, a souligné que la politique de son pays coïncidait avec les objectifs de développement durable de l'ONU. Un objectif clef est de garantir à tous l'approvisionnement en eau potable, en particulier en Amazonie et dans les zones andines. À ce sujet, il s'est félicité de participer au Groupe de haut niveau sur l'eau.

Le Gouvernement péruvien vise également à promouvoir une « croissance verte » en s'inspirant de l'Accord de Paris sur le climat, a expliqué le Président. « Le Pérou est un pays particulièrement vulnérable », comme on le voit avec la fonte des glaciers et le froid extrême dans le sud. Par ailleurs, le Pérou ambitionne de devenir membre de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE). Avec les pays de l'alliance du Pacifique, la Colombie, le Chili et le Mexique, et avec le Brésil et l'Argentine, « nous abordons de manière coordonnée les défis du XXI^e siècle », a-t-il ajouté.

M. Kuczynski a assuré que le Pérou s'est engagé à défendre et à consolider la démocratie représentative, les droits de l'homme et l'état de droit, conformément à la Charte de l'Organisation des États américains (OEA). En outre, le Pérou respecte le principe de non-ingérence dans les affaires intérieures des États, un principe qui ne doit toutefois pas « s'opposer à la défense et à la promotion internationales de la démocratie », a-t-il précisé. Dans ce contexte, il s'est dit préoccupé par la situation politique, économique et sociale au Venezuela. Il a souhaité l'ouverture sans tarder d'un dialogue politique interne « sans conditions ni restrictions » et a offert d'aider les Vénézuéliens à trouver une solution à leurs problèmes.

En conclusion, le Président a appelé de ses vœux la création en Amérique du Sud d'un « pont de stabilité et de coopération entre le Pacifique et l'Atlantique ».

M. RECEP TAYYIP ERDOĞAN, Président de la Turquie, a tiré la sonnette d'alarme face aux organisations terroristes comme Daech, El-Nosra et le DUP-YPG. Rappelant que le 15 juillet dernier, son pays a été victime d'un coup d'État perpétré par « l'organisation terroriste Fethullah » (FETO), il a déclaré « si je suis là aujourd'hui, c'est grâce au courage et à la noblesse de la nation turque ». Le Président s'est dit « fier de sa nation » qui a donné une leçon d'histoire à tous ceux qui ont l'intention de monter des coups d'État et qui est devenue une source d'inspiration. Cette « organisation terroriste de la nouvelle génération » est une menace pour les 170 pays dans lesquels elle est présente, a prévenu le Président, l'accusant de s'infiltrer dans les structures de l'État, d'influencer la société et de dominer les ressources économiques sous couvert d'éducation, de dialogue, de tolérance et d'ONG. Il a lancé un appel à « tous les amis de la Turquie » pour qu'ils luttent contre l'organisation terroriste Fethullah « maintenant car demain, ce sera trop tard ».

Passant à la crise humanitaire en Syrie, le Président a rappelé que son pays accueille près de 3 millions de réfugiés syriens, « dans l'indifférence et la passivité totales de la communauté internationale ». Le peuple syrien est épuisé par une guerre de substitution qui a été pensée par une administration cruelle, des organisations terroristes sans merci et une course au pouvoir régional et mondial. Nous ne pourrions pas nous taire, nous ne l'avons pas fait et nous ne le ferons pas devant cet « apocalypse » que vivent nos voisins et proches en Syrie, a prévenu le Président qui a souligné que son pays a déboursé jusqu'ici la somme de 25 milliards de dollars pour les réfugiés syriens sans pour autant recevoir le soutien qu'il faut de la part des autres pays, et en particulier l'Union européenne qui avait promis une contribution. Il est inutile de rechercher la paix derrière les barbelés et les murs, a encore prévenu le Président, appelant à la fin du conflit, du terrorisme et des persécutions qui sont la sources des problèmes en Syrie et vantant les mérites de l'Opération « Bouclier de l'Euphrate » pour le rétablissement de la stabilité et de la paix dans une région plongée dans le désespoir.

Cette Opération, a-t-il souligné, a permis de démontrer clairement que la priorité de « l'organisation terroriste PKK-PYD » n'est pas de combattre Daech, a poursuivi M. Erdoğan. L'Opération a boosté la confiance de l'opposition modérée en Syrie, encourageant même les forces irakiennes impatientes de débarrasser Mossoul de la terreur de Daech. Le Président a rappelé que jusqu'ici son appel à l'établissement d'une zone de sécurité le long de la frontière entre la Syrie et la Turquie est resté vain. L'Opération s'en occupe, a-t-il indiqué, prônant des zones d'exclusion aérienne, dans un contexte malheureux où le cessez-le-feu a échoué en Syrie. L'ONU et le Conseil de sécurité cesseront-ils enfin de tolérer « la capitulation ou la mort », cette politique du régime syrien qui condamne les civils à la faim?, s'est impatienté le Président.

M. JOSAIA VOREQE BAINIMARAMA, Premier Ministre des Fidji, a salué « ce moment spécial pour les Fidji qui assurent la présidence de la soixante et onzième session de l'Assemblée générale des Nations Unies », la première fois pour un Fidjien et même pour une île du Pacifique. Revenant sur le Programme de développement durable adopté l'an dernier, il a souhaité que cette session soit celle des changements. Il a rappelé que les États Membres se réuniront au Siège de l'ONU en juin prochain pour examiner la mise en œuvre du quatorzième objectif de développement durable sur la conservation et l'exploitation durable des océans, des mers et des ressources marines. Il a invité les États Membres à apporter leur soutien à cette manifestation dont les Fidji et la Suède sont les parrains. Il a souligné que les millions de gens qui vivent dans les communautés marines et côtières attendent de l'ONU des actions décisives contre la pollution, la surpêche et la perte des habitats marins. « Nous ne devons pas les décevoir », a-t-il dit.

M. Bainimarama a déclaré que les Fidji sont venues à cette réunion pour lancer un appel aux États qui n'ont pas encore ratifié l'Accord de Paris sur le climat. Il s'est félicité que les Fidji aient été le premier pays au monde à le faire. Il s'est dit inquiet des prévisions scientifiques, expliquant que l'objectif visant à maintenir l'élévation de la température terrestre à moins de 2 degrés Celsius ne suffira pas à sauver l'humanité. Il a rappelé qu'il y a sept mois, les Fidji ont eu un aperçu de ce qui les attend quand Winston, le plus puissant cyclone tropical jusqu'ici a frappé, faisant 44 morts et des milliers de sans-abri. Les Fidji, a-t-il avoué, vivent dans la peur d'un scénario cauchemardesque, tout comme les autres petits États insulaires en développement (PEID) dont les économies risquent d'être détruites, rendant impossible la réalisation des objectifs de développement durable. Le Premier Ministre a donc plaidé pour une élévation de température qui ne dépasserait pas le seuil de 1,5 C.

Il a aussi insisté sur l'engagement de son gouvernement à réaliser les objectifs de développement durable, en s'ouvrant aux opportunités d'affaires, en servant de destination touristique de premier choix et en plaçant le commerce au cœur de sa politique de coopération. Il a conclu en appelant les États Membres à soutenir la candidature des Fidji au Conseil des droits de l'homme, pour un mandat de deux ans à partir de 2018.

Mme THERESA MAY, Premier Ministre du Royaume-Uni, a plaidé pour des gouvernements et des institutions capables d'apporter des réponses efficaces « aux peuples du monde que nous servons ». Elle a souligné à cet égard que ces réponses devaient être adaptées aux besoins du XXI^e siècle, en particulier dans les domaines essentiels de la sécurité et des droits de l'homme. Pour Mme May, l'ONU doit forger un multilatéralisme « audacieux » et moderne à même de relever des défis planétaires et interconnectés. S'attardant sur le terrorisme international, elle a estimé que les Nations Unies devaient être le catalyseur des actions collectives et se concentrer sur la prévention des conflits et le maintien de la stabilité.

Elle a salué les progrès réalisés en vue de mettre hors d'état de nuire les milices Chabab en Somalie, qui, grâce aux efforts consentis depuis 2010 dans le sillage du Conseil de sécurité, ont été chassées de plusieurs grandes villes du pays. Elle a également annoncé que son pays organiserait, en 2017, une conférence internationale sur la situation en Somalie pour maintenir la dynamique actuelle. Mme May a indiqué que, cette semaine, le Conseil de sécurité adopterait une résolution présentée par le Royaume-Uni relative à la sécurité arienne, les avions civils étant de plus en plus souvent pris pour cible par les groupes terroristes et parce que ces derniers diffusent leur idéologie haineuse sur les réseaux sociaux, le Royaume-Uni soutient le Plan d'action du Secrétaire général pour la prévention de l'extrémisme violent, qui recommande de s'attaquer tant aux causes qu'aux symptômes de tous les extrémismes.

Mme May a attiré l'attention sur la nécessité de faire « plus et mieux » dans la gestion de la crise des migrants. Déplorant que le système de l'ONU ne soit pas doté des ressources adaptées à l'exécution de ses missions humanitaires, elle a indiqué que son pays avait, au cours des cinq dernières années, consacré plus de 9 milliards de dollars à l'aide aux migrants, sauvant ainsi des millions de vies humaines chaque année. Concernant la situation en Syrie, elle a martelé qu'il était plus urgent que jamais de trouver une issue au conflit et « aux massacres effroyables » et de faire en sorte que l'aide humanitaire soit effectivement acheminée.

Mme May a estimé que trois principes intangibles doivent être au centre de la nouvelle gestion des déplacements massifs: l'autorisation donnée aux réfugiés de demander l'asile politique dans le premier pays sûr qu'ils rallient; la distinction claire entre les réfugiés qui fuient les persécutions et les migrants économiques; et l'amélioration de la gestion de la migration économique en reconnaissant que tous les pays ont le droit de contrôler leurs frontières. Selon elle, une réponse migratoire contrôlée et bien gérée est le moyen le plus sûr de contrecarrer la montée de l'isolationnisme et de la xénophobie et, ainsi, d'offrir les meilleures opportunités possibles à tous les citoyens. Le Premier Ministre britannique a plaidé pour un renforcement des instruments internationaux de lutte contre toutes les formes d'esclavage moderne. « Les victimes ne retrouveront la liberté que si nous parvenons à faire naître une approche résolument nouvelle, mondiale et coordonnée pour combattre ce crime odieux », a-t-elle affirmé.

Concluant son allocution, Mme Theresa May a déclaré que si le peuple britannique avait fait le choix de quitter l'Union européenne, il n'avait pas décidé pour autant de tourner le dos à ses partenaires. Face aux défis planétaires, ce n'est pas le moment ni l'heure, « loin s'en faut », de tourner le dos à « nos Nations Unies ». Au contraire, a-t-elle dit, c'est vers elles que nous devons tous nous tourner.

M. JUSTIN TRUDEAU, Premier Ministre du Canada, a commencé par rappeler qu'il incombait aux dirigeants de passer du temps avec les personnes qui les ont élus. « Les Canadiens croient encore au progrès, mais leur optimisme est mêlé à beaucoup d'inquiétudes », a-t-il constaté. Partout, les dirigeants sont confrontés à des citoyens anxieux et pour répondre à cette anxiété, il faut assurer une croissance économique, partagée d'une façon juste et équitable, et mettre l'accent sur ce qui nous réunit et non sur ce qui nous divise.

Après la signature de l'Accord de Paris sur le climat, le Canada a annoncé qu'il investirait 2,65 milliards de dollars sur cinq ans, a indiqué M. Trudeau. Le pays a réaffirmé son soutien à l'OTAN en plus de s'être engagé à accroître son rôle au sein des opérations de maintien de la paix de l'ONU. De plus, le Canada a augmenté de 20 millions de dollars sa contribution au Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme.

Le Premier Ministre a dénoncé la tentation d'exploiter l'anxiété des gens pour la transformer en peur et en rejet des autres. Au Canada, s'est-il félicité, « il y a une chose très importante que nous avons bien faite: nous estimons que la diversité est une source de force et non de faiblesse ». « Nous avons fait beaucoup d'erreurs et nous continuons à marginaliser de façon honteuse les peuples autochtones, mais nous apprenons de nos erreurs », a-t-il insisté.

Ainsi les Canadiens ont-ils accueilli « à bras ouverts » 31 000 familles syriennes. Cet effort a rassemblé les citoyens, s'est réjoui M. Trudeau. Toutefois, a-t-il averti, « nos efforts ne seront réussis qu'une fois ces réfugiés bien établis ». En Europe aussi, la classe moyenne syrienne cherche un lieu pour s'enraciner à nouveau et donner un avenir meilleur à ses enfants, « comme nous tous ».

Au Canada, a poursuivi le Premier Ministre, nous allons investir dans l'éducation et les infrastructures. « Nous sommes déterminés à bâtir une économie qui fonctionne pour tout le

monde. Nous refusons de céder à la pression d'échanger nos valeurs profondes pour des votes faciles », a-t-il affirmé.

Il y a en fin de compte un choix à opérer, a conclu M. Trudeau. « Forts, divers, résilients, des pays comme le Canada ne se sont pas créés par hasard. Il faut toujours choisir l'espoir contre la peur. La peur n'a jamais créé un seul emploi ni nourri une seule famille ». Le Canada, a-t-il reconnu, est un pays modeste et « nous savons que nous devons travailler ensemble ».

M. BÉJI CAÏD ESSEBSI, Président de la Tunisie, a rappelé que la soixante et onzième session de l'Assemblée générale coïncidait avec le soixantième anniversaire de l'indépendance de son pays et son entrée à l'ONU. « La Tunisie passe par une expérience unique sur la voie de la construction démocratique sur la base de l'accord national comme unique moyen pour sortir des divergences d'opinion politiques », a expliqué le Président tunisien. Parmi les jalons importants de ces cinq dernières années, figure le fait que la Tunisie s'est dotée d'une nouvelle Constitution contemporaine et qu'elle a organisé des élections législatives et présidentielle transparentes et justes. M. Caïd Essebsi s'est dit confiant que « la Tunisie est aujourd'hui plus capable qu'auparavant de relever les défis qu'elle connaît ».

Néanmoins, malgré les accomplissements notables de l'expérience démocratique tunisienne, le pays a cependant toujours besoin de pouvoir compter sur le soutien de la communauté internationale et de ses partenaires de développement compte tenu de la réalité économique difficile et des risques sécuritaires qui persistent dans la région, a affirmé son Président. Pour ce qui est de la situation politique dans le pays, il a expliqué qu'il a fallu lancer une initiative ambitieuse en vue de satisfaire les besoins des Tunisiens, à savoir la nomination du nouveau Gouvernement d'union nationale dont les priorités sont la lutte contre la corruption, la création d'emplois et la lutte contre le terrorisme. Cette initiative a joui du soutien élargi des partis politiques tunisiens et a débouché sur la nomination d'un nouveau Premier Ministre, M. Youssef Chahed, et d'un Cabinet qui garantit une place significative aux femmes et aux jeunes.

Le Président tunisien a également assuré qu'aujourd'hui son pays accorde une importance majeure au respect de l'état de droit et reste déterminé à faire face à toute tentative de retour en arrière. Aux vues des circonstances régionales difficiles, notamment la présence du terrorisme, il a demandé un soutien robuste aux partenaires de la Tunisie pour lui permettre d'y faire face. Il a également annoncé la tenue, les 29 et 30 novembre 2016, d'une Conférence internationale en Tunisie qui a pour objectif de soutenir l'investissement. « Il s'agit d'une opportunité de confirmer l'appui des amis de la Tunisie dans cette phase critique », a déclaré son Président.

Abordant la situation complexe dans la région arabe, marquée par le terrorisme et le crime organisé, il a affirmé que la sécurité de cette région du monde est partie prenante de la sécurité dans le monde, et, par conséquent, il est urgent de trouver des solutions durables aux crises qu'elle traverse, y compris à la question palestinienne. Pour ce qui est de la crise libyenne, un pays où l'insécurité et l'instabilité persistent, M. Caïd Essebsi a réaffirmé l'attachement de son gouvernement à la stabilisation de la situation qui déborde souvent sur le territoire tunisien et a réaffirmé son appui au Gouvernement d'accord national libyen et à ses efforts en vue du rétablissement de la sécurité et du développement.

M. ANDRZEJ DUDA, Président de la Pologne, a affirmé que les trois piliers du développement durable sont la responsabilité, la solidarité et la justice. La responsabilité, c'est la prise de conscience que l'histoire ne commence ni ne finit avec nous, mais qu'elle est formée de la succession « des générations, des destins et des engagements ». Un développement responsable, c'est dès lors celui qui tient compte de la continuité intergénérationnelle, comme le passage sans heurts de la flamme olympique d'une main à une autre. C'est l'une des raisons pour lesquelles le Gouvernement polonais s'est lancé dans un programme ambitieux visant à améliorer les conditions de vie des enfants polonais, a dit M. Duda. Il a également prévenu des dangers posés aux générations futures par les changements climatiques. Aussi le Chef d'État a-t-il été heureux d'annoncer que la Pologne s'est engagée dans le processus de ratification de l'Accord de Paris et des amendements de Doha.

Le deuxième pilier du développement durable, c'est la solidarité, a poursuivi le Président, pour qui ce concept est cher au cœur du peuple polonais, qui a mené, grâce à un mouvement social de large ampleur il y a 25 ans, une transformation politique pacifique et qui a rejeté « un système fondé sur le mensonge et l'esclavage ». Aujourd'hui, a-t-il assuré, son pays s'emploie à faire preuve de solidarité tant au niveau national qu'au niveau international, notamment au Moyen-Orient et en Europe orientale.

Concluant en évoquant le troisième pilier, à savoir la justice, M. Duda a déclaré qu'un ordre mondial juste et équitable, c'est un ordre dans lequel le développement durable peut profiter à tous, dans le respect des droits de l'homme et des lois souveraines des nations. Il a dénoncé le fait que, dans de nombreuses régions du monde, la liberté est bafouée par des « systèmes politiques oppressants ». Il s'est ainsi élevé contre les souffrances infligées aux chrétiens, « assassinés au nom du fanatisme religieux ». Le monde, a lancé le dirigeant, doit réagir au phénomène du « génocide motivé par la religion ». C'est la raison pour laquelle il s'est dit satisfait par l'importance accordée dans le Programme de développement durable à l'horizon 2030 à la protection des droits de l'homme.

M. JACOB ZUMA, Président de l'Afrique du Sud, a souligné que 2016 avait été marquée dans son pays par la célébration du soixantième anniversaire de la marche des femmes contre les lois racistes et discriminatoires de 1956, et par le quarantième anniversaire du soulèvement de la jeunesse contre l'apartheid en 1976. Aujourd'hui, a poursuivi le Président, l'Afrique du Sud a mis en place un plan de développement national qui s'aligne sur l'Agenda 2063 de l'Afrique et sur les objectifs de développement durable des Nations Unies. Ce plan est centré sur l'élimination de la pauvreté, le relèvement du niveau de vie de la population, et l'industrialisation qui est « la clef du développement et de la prospérité ».

M. Zuma s'est dit très préoccupé par les flux financiers illicites qui privent le continent africain d'une partie de ses ressources. D'après le Groupe de haut niveau chargé de la question des flux financiers illicites en provenance d'Afrique, ceux-ci représentent près de 50 milliards de dollars par an. Le blanchiment d'argent, l'évasion fiscale, la corruption et les prix de transfert pratiqués par les multinationales entravent la croissance économique et la stabilité. L'Afrique du Sud continue d'appuyer les initiatives de la communauté internationale visant à combattre la criminalité financière, a-t-il insisté.

D'après le Président, les inégalités et l'exclusion économique menacent la paix et la stabilité mondiales. Elles constituent « une bombe à retardement ». À travers l'Union africaine et l'Architecture africaine de paix et de sécurité, le continent reste déterminé à résoudre les conflits qui persistent dans la région. L'Union africaine, a-t-il souligné, s'est engagée « à faire taire les armes d'ici à 2020 ».

La situation en Libye, au Soudan du Sud et en République centrafricaine reste prioritaire. M. Zuma a exhorté l'ONU et en particulier le Conseil de sécurité à prendre en considération les vues de l'Union africaine dans les efforts entrepris pour pacifier ces trois pays. Il a renouvelé son appel en faveur d'une représentation de l'Afrique au sein de cet organe. « On ne pas nier ainsi une voix à un milliard de personnes. » Il a également déploré le manque de progrès pour trouver une solution durable aux questions palestinienne et de la République arabe sahraouie. Enfin, le Président a salué le fait que, pour la première fois dans l'histoire de l'Organisation, l'Assemblée générale a été au centre du processus de nomination d'un nouveau secrétaire général.

M. BORUT PAHOR, Président de la Slovénie, a fait part de son admiration face aux possibilités qu'offre la révolution numérique, notamment dans le monde de l'emploi. Il a tout de même souligné que cette quatrième révolution industrielle va amener avec elle de nouveaux problèmes et rendre encore plus difficiles certains des défis auxquels l'humanité fait face. Il a notamment parlé des inégalités, évoquant aussi l'usage de la force entre pays, et se demandant comment réguler les progrès technologiques afin qu'ils puissent bénéficier à tous. La mondialisation des transformations numériques est si rapide qu'elle doit être débattue au sein des Nations Unies, a-t-il indiqué.

Le Président s'est ensuite félicité des avancées de son pays en matière de numérisation de l'éducation, annonçant que la Slovénie accueillera, en septembre prochain, le deuxième Congrès mondial des ressources éducatives libres.

M. Pahor a par ailleurs déploré l'usage de la force par certains États sans l'aval des Nations Unies, notamment dans le contexte de la lutte contre le terrorisme. Cette tendance risque de sonner le glas de l'architecture politique et sécuritaire établie après la Deuxième Guerre mondiale. De ce fait, la gestion de l'ONU dans l'avenir revêt une importance majeure, et la Slovénie est fière, a-t-il dit, d'avoir présenté M. Danilo Türk comme candidat au poste de secrétaire général de l'ONU. Il a salué les qualités et l'expérience de son compatriote, arguant qu'il est temps que ce poste revienne au Groupe des pays d'Europe orientale. Il a enfin plaidé pour faire du 20 mai, la journée mondiale des abeilles, afin de renforcer notre intérêt commun pour ces insectes et d'autres pollinisateurs qui assurent la sécurité alimentaire et partant le développement durable.

M. ABDEL FATTAH AL SISI, Président de l'Égypte, a déclaré que son pays a pu préserver sa stabilité dans une région instable, grâce à la solidité de ses institutions et le fait que son peuple est conscient d'être dépositaire d'un grand patrimoine culturel. La communauté internationale devrait reconnaître et appuyer ce fait pour que l'Égypte puisse rester l'ancrage de la stabilité dans la région, n'épargnant aucun effort pour assumer son « rôle naturel », en travaillant avec les parties régionales et internationales pour rétablir la sécurité et la stabilité dans la région. Le Président a salué le dernier accord sur la cessation des hostilités en Syrie, grâce aux efforts « louables » des États-Unis et de la Fédération de Russie et a dit attendre une action internationale rapide pour la reprise des négociations sur un règlement global de la crise. S'agissant du conflit israélo-palestinien, l'Égypte, a dit le Président, continue ses efforts pour parvenir à la paix et mettre fin à l'occupation israélienne par le biais de négociations, le but étant de parvenir à une paix juste et durable fondée sur la solution des deux États. La main de la paix qui a pris la forme de l'Initiative de paix est toujours tendue, a affirmé le Président, en appelant à l'arrêt de tous les actes qui détruisent le patrimoine arabe à Jérusalem.

Parlant d'une situation « qui a des implications directes sur la sécurité égyptienne », le Président a indiqué que son pays joue un rôle actif pour réunir les parties libyennes et appuyer la mise en œuvre de l'Accord de Sukhirat. Il a plaidé pour la levée de l'embargo sur les armes imposé à l'armée libyenne car le temps est venu de rétablir les institutions de l'État libyen face au terrorisme et aux milices. Au Yémen, l'Égypte continuera à fournir une assistance humanitaire et à sécuriser la navigation maritime à Bab Al-Mandab et dans la mer Rouge.

En sa qualité de Présidente du Conseil de paix et de sécurité de l'Union africaine, l'Égypte, a poursuivi son Président, met l'accent sur la coopération entre l'Union africaine et les Nations Unies face à l'émergence des menaces transfrontalières telles que le terrorisme et le crime organisé en Afrique. Il s'agit de changer la donne en se fondant sur le principe « leadership national, appropriation nationale » pour assurer le succès des efforts de consolidation de la paix. L'Égypte, qui a regagné sa place parmi les 10 plus grands contributeurs aux opérations de maintien de la paix de l'ONU, appelle à une stratégie globale contre le terrorisme qui ne se limite pas aux aspects sécuritaires mais qui tient compte des aspects idéologiques. L'Égypte va d'ailleurs accueillir le centre CENSAD contre le terrorisme. L'Égypte, a insisté son Président, n'a jamais cessé de souligner que pour triompher du terrorisme, il faut traiter de ses causes sous-jacentes, confronter les groupes terroristes avec détermination et rejeter les idéologies extrémistes. Le Président a appelé la communauté internationale à prendre toutes les mesures possibles pour empêcher le terrorisme d'exploiter les avancées de la technologie de l'information. Il est urgent, a-t-il insisté, que l'on mette fin à la diffusion des messages qui incitent à la violence et à l'extrémisme. Le cancer de notre époque, c'est le terrorisme qui nourrit l'extrémisme et la violence dans l'esprit des gens. Il est donc de notre devoir de distiller dans les mêmes esprits les principes de tolérance et de coexistence. Le Président a vu là un rôle dans lequel l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO) pourrait se distinguer.

M. MUHAMMADU BUHARI, Président du Nigéria, a déclaré que son pays avait lancé une série de réformes pour diversifier son économie, en mettant l'accent sur les mines, l'agriculture, l'industrialisation, le développement des infrastructures et la création d'un environnement propice aux investissements directs étrangers. La lutte contre la corruption reste un pilier essentiel de notre administration, a-t-il assuré. Il a appuyé l'élaboration d'un cadre juridique international pour renforcer les mesures anticorruption existantes et appelé tous les États ne l'ayant pas encore fait à signer la Convention des Nations Unies contre la corruption. Il a également souhaité que le prochain sommet sur cette question, qui se tiendra à Washington en 2017, se concentre sur la restitution systématique des avoirs publics détournés. Il a réitéré son engagement en faveur de l'Initiative pour la transparence dans les industries extractives (ITIE).

Dans le cadre du suivi de l'Accord de Paris sur le climat, le Nigéria est déterminé à faire ses contributions prévues déterminées au niveau national, en vue de promouvoir une économie à faible émission de carbone, a poursuivi M. Buhari. Les conséquences négatives des changements climatiques se sont manifestées avec l'assèchement du Lac Tchad, qui menace les moyens de subsistance d'environ 30 millions d'habitants dans la région. Il a souhaité que la communauté internationale examine le projet de réalimentation du Lac, dont le coût est estimé à 14 milliards de dollars. Dans cet esprit, le Président a aussi appuyé l'initiative de la Grande Muraille verte pour le Sahara et le Sahel.

Tandis qu'elle lutte contre le terrorisme sous toutes ses formes, la communauté internationale doit aussi s'engager à mettre fin à la prolifération des armes légères et de petit calibre, a estimé le Président. « Le Nigéria a fait des progrès remarquables dans sa détermination à mettre Boko Haram en échec », a-t-il

assuré. La capacité du groupe à lancer des attaques coordonnées a été sérieusement diminuée et ses opérations se sont limitées à l'usage sporadique d'engins explosifs artisanaux. M. Buhari a réaffirmé l'engagement de son pays vis-à-vis des droits de l'homme et du droit international humanitaire dans cette lutte. Il a salué les efforts entrepris par les pays voisins, le Bénin, le Cameroun, le Tchad et le Niger, dans le cadre de la Force multinationale mixte, pour normaliser les zones antérieurement occupées par Boko Haram.

Le Président s'est dit préoccupé par le sort des personnes déplacées par le terrorisme de Boko Haram. Des mesures concrètes ont été prises pour répondre à leurs besoins humanitaires et permettre leur retour volontaire dans la dignité et la sécurité. Conscient du potentiel que représente une jeunesse en pleine expansion, notamment au Nigéria, il a par ailleurs appelé à la création d'« une agence spécialisée des Nations Unies pour le développement des jeunes ». Enfin, il a tenu à réaffirmer que l'Afrique devrait être représentée au Conseil de sécurité dans la catégorie des membres permanents.

M. YOWERI KAGUTA MUSEVENI, Président de l'Ouganda, s'est félicité de l'élan observé au cours de cette session en faveur des objectifs de développement durable, un programme mondial pour tous qui fait que la logique de « l'enrichissement égoïste » s'essouffle. Le monde est un meilleur endroit où on voit que l'abondance des biens tend désormais à se propager dans tous les pays, s'est-il réjoui tout en saluant les succès de la lutte contre la pauvreté à travers le monde, notamment en Inde et en Chine. Il a aussi fait observer qu'en Ouganda, le taux de pauvreté est passé de 66% en 2004 à 19% de nos jours. Il a promis de réduire ce chiffre à 10% dès l'an prochain.

Le Président s'est félicité de l'inclusion des questions de l'accès à l'énergie dans les objectifs de développement durable. Il a par contre déploré les goulets d'étranglement qui n'ont pas été pris en compte à leur juste mesure. Il a ainsi cité les fausses idéologies, la dérégulation des marchés, la répression du secteur privé ou encore les déficits dans les secteurs des infrastructures et des services sociaux. Les fausses idéologies, a-t-il insisté, sont le terreau des discriminations axées sur la religion, le genre et les doctrines politiques. Il a appelé à la promotion de la seule idéologie juste, celle qui se résume à l'expression « être le gardien de mon frère » et qui est l'antidote au poison de la discrimination.

M. Museveni a en outre salué la place grandissante des marchés intra-africains, notant à ce sujet que les regroupements sous-régionaux en Afrique sont en train de développer leur marché respectif, ce qui conduit l'Afrique dans la bonne direction, en attendant l'essor d'un marché continental.

M. MARCELO REBELO DE SOUSA, Président du Portugal, a insisté sur le Programme 2030, l'Accord de Paris sur le climat, le Sommet humanitaire d'Istanbul en 2016 et la Session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée au VIH/sida qui marquent une étape remarquable avec une vision humaniste et intégrée. Dans ces domaines et dans d'autres, nous devons faire un effort supplémentaire et nous focaliser sur la prévention.

Le Président a exhorté la communauté internationale à adopter également une culture de prévention dans le maintien de la paix et de la sécurité internationales, en promouvant le développement durable et le respect des droits de l'homme avec le but ultime de préserver la dignité humaine, soulager les souffrances et éradiquer la pauvreté. À cette fin, il a souligné l'occasion que l'ONU a de renforcer sa capacité de prévention grâce au processus d'examen de son architecture de paix et de sécurité et de la mise en œuvre de la résolution du Conseil de sécurité sur « les femmes, la paix et la sécurité ».

Le renforcement de l'action préventive en Afrique est important pour éviter les nombreuses crises auxquelles fait face le continent mais toujours dans le respect de l'appropriation nationale. Le Portugal continuera de contribuer à cet effort, en déployant des Casques bleus au sein des Missions de l'ONU au Mali (MINUSMA) et en République centrafricaine (MINUSCA). Le Portugal est aussi engagé dans la promotion de la sécurité maritime du golfe de Guinée. Le Président a indiqué qu'il était urgent de tenir une réunion du Groupe de contact international pour la Guinée-Bissau pour réaffirmer l'unité de la communauté internationale sur la réforme structurelle promise dans ce pays.

S'agissant des réfugiés et des migrants, le Président a souligné l'importance de promouvoir leur accès à l'enseignement supérieur. Le Portugal a accepté de recevoir 100 étudiants syriens dans ses universités et appelle à l'implication des autres pays. Le Portugal reste engagé à défendre et à promouvoir les droits de l'homme et à renforcer les organes de traité. De même, la question des mers et des océans est

primordiale pour le Portugal qui continuera de mobiliser l'effort mondial pour la conservation et l'exploitation durable des océans. Le pays attend avec intérêt de participer à la première conférence des Nations Unies sur la mise en œuvre de l'objectif 14 relatif à la conservation et l'exploitation durable des océans, des mers et des ressources marines à New York en 2017. Par ailleurs, le Président a réitéré l'engagement de son pays en faveur des petits États insulaires en développement, en soutenant les efforts nécessaires pour relever les défis auxquels ils font face.

M. ENRIQUE PEÑA NIETO, Président du Mexique, le Programme de développement durable à l'horizon 2030, est « sans aucun doute » l'un des plans d'action les plus hardis, les plus nobles et les plus exigeants de l'histoire récente de la communauté internationale. Passant en revue les efforts du Mexique pour sa mise en œuvre, M. Peña Nieto a notamment annoncé la mise en place d'un Conseil de haut niveau pour la conformité avec le Programme 2030 chargé de coordonner le travail de toutes les parties prenantes comme les autorités locales, le législateur et la société civile. À ce propos, le 19 juillet dernier, le Mexique a aussi été l'un des 22 pays à se soumettre volontairement à l'examen du Forum politique de haut niveau. Au plan régional, le Mexique s'apprête à présider, en avril prochain, le Forum des pays d'Amérique latine et des Caraïbes sur le développement durable. M. Peña Nieto a également proposé d'accueillir une réunion préparatoire internationale en vue de l'adoption des deux futurs pactes mondiaux sur les réfugiés et les migrations ordonnées, sûres et régulières. L'objectif de développement durable relatif à la perspective hommes-femmes et l'autonomisation des femmes a également retenu l'attention du Président mexicain qui a expliqué que son pays est désormais doté d'un système national pour cette égalité qu'il préside lui-même.

Le Sénat mexicain vient de ratifier l'Accord de Paris sur le climat, a poursuivi le Président. Il a parlé, dans ce cadre, de la réforme énergétique qui vise à faire en sorte que d'ici à 2018, 25% de l'électricité mexicaine provienne de sources propres, et, à l'horizon 2040, ce pourcentage devrait passer à 60%. M. Peña Nieto a également rappelé le rendez-vous au Mexique du 13 décembre pour la Conférence des parties à la Convention des Nations Unies sur la biodiversité.

Enfin le Président mexicain a mis l'accent sur la vocation pacifiste de son pays et son engagement en faveur de la paix dans le monde. À ce titre, il a salué le récent accord de paix entre le Gouvernement colombien et les FARC et a appelé à la levée du blocus économique et financier de Cuba, tout en réaffirmant l'attachement de son pays au désarmement nucléaire.

M. Peña Nieto n'a pas manqué de relever le mécontentement de beaucoup de citoyens quant à leurs autorités, ce qui alimente, selon lui, le manque de confiance dans les institutions et augmente les incertitudes. Une étude menée en Amérique latine indique une détérioration claire du soutien public à la démocratie ce qui est « très grave » à ses yeux. Face à ce nouveau défi, le monde ne doit pas tomber dans le piège de la démagogie et de l'autoritarisme, a averti M. Peña Nieto pour lequel la seule réponse possible reste la démocratie elle-même. L'ouverture, la transparence et la redevabilité sont les clefs de cette réponse et les leaders d'aujourd'hui se doivent d'être à l'écoute de leurs citoyens. Il faut promouvoir le débat public, assumer des engagements communs, en se basant sur les nouvelles technologies de la communication, et pousser dans le sens de sociétés de plus en plus participatives et inclusives, a fait valoir le Président mexicain, qui s'est dit convaincu que « la réponse au désenchantement démocratique réside dans la démocratie elle-même ».

FELIPE IV, Roi d'Espagne, a déclaré que son pays se félicitait et soutenait unanimement l'accord conclu dans le cadre du processus de paix en Colombie. « L'Espagne se tient aux côtés du peuple colombien pour qu'il puisse savourer les fruits de la paix », a-t-il déclaré, tout en précisant que ce dernier aurait le dernier mot lors du référendum sur l'accord de paix, prévu le 2 octobre prochain.

Abordant le mandat de l'Espagne en tant que membre non permanent du Conseil de sécurité de l'ONU depuis 2015, Felipe VI a indiqué que son pays avait eu à cœur d'œuvrer dans un esprit ouvert au compromis, surtout pour mettre fin aux conflits existants, prévenir de nouvelles guerres, promouvoir la participation des femmes dans la consolidation de la paix et lutter contre le terrorisme. Sur ce dernier point, il a notamment mentionné l'adoption imminente par le Conseil, à l'initiative de l'Espagne, d'une résolution sur le non-accès des acteurs non étatiques et des groupes terroristes aux armes, en particulier des armes de destruction massive.

Le Roi d'Espagne a par ailleurs déclaré que son pays, en tant que membre du Conseil, se refusait à adopter une attitude résignée face à la crise en Syrie. Tout en appelant de ses vœux une solution

politique à ce conflit sanglant, il a salué la signature récente d'un accord de cessez-le-feu et a indiqué que l'Espagne s'efforçait, dans ce contexte, d'améliorer l'acheminement de l'aide humanitaire en Syrie.

S'agissant de l'Ukraine, le monarque a estimé que ce pays avait subi, il y a deux ans et demi, une violation de sa souveraineté, de son indépendance et de son intégrité territoriale. « L'Union européenne, l'Ukraine et la Russie, nous devons normaliser nos relations au bénéfice de chacun et de la sécurité et la prospérité en Europe, en des termes respectueux des principes du droit international et des valeurs démocratiques », a-t-il déclaré.

Concernant le Sahara occidental, Felipe VI s'est déclaré en faveur d'une solution « politique, juste, durable et mutuellement acceptable » qui aboutisse à l'autodétermination du peuple sahraoui. Il a, dans cette perspective, salué le renouvellement du mandat de la Mission des Nations Unies pour l'organisation d'un référendum au Sahara occidental (MINURSO) et la reconduction de ses capacités, en avril dernier. « Nous encourageons les parties à renouer avec le dialogue afin de résoudre enfin ce contentieux », a-t-il ajouté.

Le Roi d'Espagne a par ailleurs rappelé que Gibraltar était la seule colonie restante sur le territoire européen. Il a donc invité le Royaume-Uni à « mettre fin à cet anachronisme, au moyen d'une solution négociée entre nos deux pays qui rétablisse l'intégrité territoriale de l'Espagne et bénéficie à la population de la colonie et au Campo de Gibraltar ».

Enfin, le Roi d'Espagne a rappelé que son pays était candidat au Conseil des droits de l'homme de l'ONU pour la période allant de 2018 à 2020 et a demandé à la communauté internationale de soutenir cette candidature.

M. EDGAR CHAGWA LUNGU, Président de la République de Zambie, a souligné la synergie entre le Programme 2030 et l'« Agenda 2063: l'Afrique que nous voulons ». Soulignant qu'il ne peut y avoir de développement durable sans lutte contre la pauvreté, le Président a estimé qu'une attention particulière doit être accordée aux pays les moins avancés (PMA). Dans sa quête pour résoudre les problèmes de pauvreté, de chômage et des inégalités de revenus, la Zambie, a dit le Président, a adopté des mesures spécifiques pour promouvoir sa transformation économique. Le septième plan quinquennal de développement devrait ainsi entrer en vigueur en 2017 et mettre l'accent sur le renforcement du secteur agricole et sur le développement rural. Compte tenu du fossé entre la croissance démographique des jeunes et leur intégration au marché de l'emploi, la Zambie se concentre sur le développement des compétences, l'entrepreneuriat, l'éducation et les infrastructures. Le développement des infrastructures est « une question cardinale » pour accélérer la croissance économique et renforcer la compétitivité du continent sur les marchés internationaux. En tant que Président du Groupe des pays en développement sans littoral, le Président de la Zambie a exhorté la communauté internationale à respecter les directives du Programme d'action de Vienne de 2014 qui vise à améliorer les conditions de vie des 500 millions de personnes qui vivent dans 32 pays enclavés.

Face aux changements climatiques, le pays s'emploie à développer des sources alternatives d'énergie et, à ce propos, le Président a appelé au financement du Fonds vert pour le climat. Il a applaudi une nouvelle fois l'Accord de Paris sur le climat et exhorté les pays à respecter les contributions annoncées. S'agissant de la sécurité alimentaire, il a appelé à davantage d'investissements dans l'industrie agroalimentaire pour ajouter de la valeur aux produits locaux et multiplier les opportunités d'emplois. Le Président a aussi fait part des efforts nationaux dans le secteur de la santé et dans le domaine de l'égalité entre les sexes, fier de son titre de champion de la Campagne « He For Her » et de la consolidation démocratique de son pays. Le Président a conclu en réitérant l'attachement de la Zambie à la pacification de sa région.

M. JUAN CARLOS VARELA RODRÍGUEZ, Président du Panama, a rappelé la devise de son pays: « Panama, pont du monde, cœur de l'univers ». Il a fait remarquer que l'élargissement du canal de Panama, réalisé essentiellement avec une main-d'œuvre panaméenne, avait été terminé le 26 juin dernier. Il s'est enorgueilli de faciliter ainsi le commerce mondial et de mettre son pays au service de la communauté internationale. Aujourd'hui, a-t-il poursuivi, nous réfléchissons aux façons d'augmenter la capacité de rétention d'eau du bassin du canal pour garantir l'approvisionnement en eau potable des villes principales du pays et le fonctionnement ininterrompu de la route interocéanique.

Le plan stratégique du Gouvernement 2014-2019 est en phase avec le Programme de développement durable à l'horizon 2030, a expliqué le Président. Pour éliminer la pauvreté et les inégalités, la couverture des programmes du système de protection sociale a été étendue. « Nous sommes le pays d'Amérique latine qui a le plus investi dans la santé de base et les transports collectifs », s'est félicité M. Valera Rodríguez. On est en train de construire 10 000 salles de classe et de rénover plus de 3 000 écoles dans tout le pays. Le Panama s'est également fixé pour objectif de recouvrir 50% des forêts déboisées au cours des 20 prochaines années et de protéger la biodiversité et les océans.

Par ailleurs, a assuré le Président, le Panama s'est engagé à défendre son système financier et à faciliter l'échange d'informations en matière fiscale. Des réformes ont été menées afin de pouvoir appliquer les normes les plus élevées recommandées par le Groupe d'action financière et lutter contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme et de ses activités connexes.

Abordant la question des flux migratoires clandestins dans la région, M. Valera Rodríguez a précisé qu'au Panama, il s'agit essentiellement de citoyens haïtiens. Il a défendu le respect du droit à la vie, avant de se dire favorable à un pacte mondial pour des migrations sûres, ordonnées et régulières. Il a souhaité le renforcement des institutions démocratiques en Haïti et salué le rapprochement entre Cuba et les États-Unis ainsi que l'accord de paix conclu entre le Gouvernement colombien et les FARC. Enfin, il a encouragé le dialogue au Venezuela, recommandant un rôle de médiateur pour le Saint-Siège.

M. LUIS GUILLERMO SOLÍS RIVERA, Président de Costa Rica, a regretté le fait que la communauté internationale n'ait pas accordé suffisamment d'attention à la tragédie des milliers de migrants traversant l'Amérique latine du sud au nord. D'avril à septembre 2016, 9 487 migrants clandestins ont traversé nos frontières et nous avons accordé le statut de réfugiés à 215 personnes pendant le premier semestre de 2016. Des milliers de migrants de Cuba, d'Haïti, d'Amérique centrale, d'Asie et d'Afrique se déplacent dans notre région.

Il est évident, a dit le Président, que nous sommes face à un défi mondial qui exige des solutions mondiales, de la solidarité, une responsabilité partagée et des approches globales. Nous devons aussi reconnaître le rôle joué par la société civile comme réseaux de soutien des migrants et de leurs familles en plus de sa grande capacité à réunir des informations sur la situation réelle et à traiter des violations des droits de l'homme des migrants.

Les effets des changements climatiques aggraveront cette vague complexe de migration, a prévenu le Président. Les inondations, les sécheresses et la montée du niveau des océans pousseront de nombreuses populations à se déplacer ou à migrer. Ces défis exigent un nouvel ordre de tout l'écosystème de la mobilité humaine à travers un dialogue entre les différents acteurs, mécanismes et organisations. Nous devons utiliser les ressources de manière efficace et bien coordonner l'action avec les organisations humanitaires.

Nous devons aussi continuer de souligner la nécessité de faire face à l'impact de la migration sur les femmes et d'adopter des politiques publiques qui abordent ces particularités. Nous continuerons d'appeler à une action contre la violence sexuelle fondée sur le genre.

Le Président a ensuite présenté les résultats des travaux du Groupe de haut niveau sur l'autonomisation économique de la femme qu'il a coprésidé à l'invitation du Secrétaire général avec la Directrice générale d'IKEA-Suisse, Mme Simona Scapaleggia. Le Groupe recommande notamment de rompre avec les stéréotypes, de transformer et de défier les règles qui limitent l'accès des femmes à l'emploi ou qui dévaluent le travail des femmes. Le Groupe préconise d'investir dans la santé, de réduire le travail non rémunéré, de garantir une distribution adéquate des biens matériels, financiers et numériques, de changer de culture et la façon de faire des affaires afin de créer des opportunités pour les femmes et de faire entendre la voix des femmes. Afin de remplir pleinement ces mesures, il est impératif d'améliorer la collecte des données relatives à l'autonomisation des femmes.

S'agissant de l'Accord de Paris sur le climat, le Costa Rica, qui a rejoint la liste des pays qui l'ont ratifié, appelle à son entrée en vigueur rapide. En ce qui concerne la lutte contre le terrorisme, le Président a estimé qu'elle doit être menée dans le cadre du droit international, y compris les droits de l'homme, le droit international humanitaire et le droit des réfugiés. C'est aussi le moment de demander aux pays qui n'ont pas ratifié le Traité sur le commerce des armes de le faire sans tarder. L'arrivée des armes aux groupes extrémistes pourrait ainsi substantiellement être prévenue si plus d'États le mettaient en œuvre.

Avant de terminer, le Président du Costa Rica a souligné que l'Assemblée générale a le pouvoir de définir le terme du mandat du futur secrétaire général dans le cadre d'une résolution sur la nomination. Pour le Costa Rica, le mandat doit être de sept ans sans possibilité de réélection. Le Costa Rica, a souligné le Président, est également favorable à l'élection d'une femme au poste de secrétaire général, ce qui sera une première dans l'histoire de l'Organisation.

M. TSAKHIA ELBEGDORJ, Président de la Mongolie, a félicité les pays qui ont officiellement ratifié l'Accord de Paris sur le climat, tout en précisant que la Mongolie figurait au nombre de ces derniers.

M. Elbegdorj a indiqué que la Mongolie, dont le taux d'émission de gaz à effet de serre est l'un des plus faibles au monde, souffre de manière disproportionnée des changements climatiques. « La désertification, la déforestation et la perte de la biodiversité ont fortement affecté les moyens de subsistance de notre culture nomade et aggravé la dégradation de l'environnement », a-t-il déploré.

Parallèlement, le Président a estimé que le soutien international promis dans l'Accord de Paris se fait attendre. « Les bénéfices du Fonds vert pour le climat et du crédit de carbone font cruellement défaut en Mongolie et dans beaucoup de pays en développement qui sont dans une situation comparable », a-t-il ajouté, tout en exhortant les institutions multilatérales à prendre les devants sur ces questions.

Sur le plan politique, M. Elbegdorj a indiqué que la Mongolie a démontré la solidité de ses institutions démocratiques lors des dernières élections législatives qui ont eu lieu dans le pays, le 29 juin 2016. « Ces élections étaient ouvertes et transparentes », a-t-il salué, précisant qu'elles avaient donné lieu à la formation d'un nouveau Gouvernement. Le Président de la Mongolie en a profité pour féliciter le Kirghizistan et le Myanmar pour le succès de leurs scrutins électoraux respectifs.

M. Elbegdorj a en outre indiqué que la Mongolie avait entamé une nouvelle phase de réformes juridiques visant à renforcer et garantir la protection des droits de l'homme dans le pays, notamment le droit à la justice. Il a également mentionné que la Mongolie avait aboli la peine de mort, une pratique qu'il a qualifiée d'« inacceptable et injustifiable, peu importe les circonstances ».

Le Président a par ailleurs rappelé que son pays avait accueilli la onzième Réunion Asie-Europe (ASEM), en juillet dernier, au cours de laquelle la Mongolie a réaffirmé son engagement en faveur des actions communes pour consolider la paix, la sécurité et la stabilité.

En conclusion, M. Elbegdorj a fait part de sa détermination sans faille à mettre en œuvre le Programme de développement durable à l'horizon 2030 et l'Accord de Paris. « Comme toujours, s'agissant de la paix, la liberté et la justice, la Mongolie jouera son rôle », a-t-il dit.

M. MACKY SALL, Président du Sénégal, a déclaré que le Sénégal, terre de diversité culturelle et religieuse, où 95% de musulmans vivent en harmonie avec leurs compatriotes chrétiens et de religion traditionnelle, est préoccupé chaque fois que des mesures sont édictées pour cibler des communautés et des pays musulmans en violation des droits de l'homme et des règles qui gouvernent les relations entre les États.

Face à la menace terroriste globale, le bon sens commande de coopérer pour vaincre le mal par une réponse globale, solidaire et concertée. De la Syrie à la Libye, du Soudan à la Somalie, du Nord-Mali aux pays affectés par Boko Haram, accordons la même priorité à toutes les menaces à la paix et à la sécurité internationales. Trouvons une solution juste et équitable au conflit israélo-palestinien. Traitons avec le même respect et la même humanité tous les migrants, réfugiés et personnes déplacées quelle que soit leur origine.

Redressons l'injustice historique qui fait de l'Afrique le seul continent à n'avoir aucun siège permanent au Conseil de sécurité alors qu'elle fournit près d'un tiers des États Membres de l'ONU et que les dossiers qui la concernent occupent l'essentiel des travaux du Conseil. Le Sénégal poursuivra son mandat restant au Conseil en étant attaché à la position africaine exprimée dans le Consensus d'Ezulwini et ouvert au dialogue avec d'autres groupes d'opinion.

Pour les pays africains, la question de l'énergie reste un enjeu vital parce qu'il ne peut y avoir d'industrialisation et de développement sans accès à l'électricité. L'Afrique ne peut continuer à éclairer

les autres continents grâce à ses ressources en restant elle-même dans l'obscurité. L'Afrique ne peut continuer à servir de réservoir de matières premières transformées ailleurs au détriment de sa propre industrialisation.

L'Afrique ne peut pas continuer à être le continent le plus affecté par les changements climatiques alors que sa contribution aux émissions de gaz à effet de serre liées à l'énergie demeure la plus faible et de seulement 3% en 2040, selon les prévisions. L'Accord de Paris sur le climat nous engage à travailler ensemble pour que les pays en développement, africains en particulier, n'empruntent pas le même schéma pollueur que les pays aujourd'hui industrialisés.

De plus, a poursuivi le Président, j'appelle à une autre vision des enjeux du développement en Afrique. Regardons l'Afrique non comme une terre d'urgence humanitaire et un réceptacle d'aide publique au développement mais comme un continent en construction, un pôle d'émergence et de progrès. C'est l'Afrique des routes et des autoroutes, des ponts et des chemins de fer, l'Afrique des barrages et des centrales électriques, des parcs industriels et des fermes agricoles.

Voilà notre ambition pour nos pays que nous réaliserons non par l'aide mais par des investissements massifs et urgents dans les secteurs qui portent la croissance et le développement. Nous voulons d'abord compter sur la mobilisation de nos propres ressources, par une meilleure efficacité dans la dépense publique, la valorisation et la juste rémunération de nos matières premières, une fiscalité maîtrisée et une lutte plus soutenue contre les flux financiers illégaux.

Voilà pourquoi le Sénégal soutient le projet de lutte contre l'érosion de la base d'imposition et le transfert de bénéfice (BEPS) initié par l'OCDE et le G20, la Banque mondiale et le FMI. J'invite en même temps, a ajouté le Président, à la mise en œuvre de l'initiative CONNEX du G7 sur le renforcement de l'aide à la négociation de contrats complexes, en particulier dans le domaine des mines et des hydrocarbures. J'appelle enfin tous les partenaires publics et privés à ne pas surestimer le risque de l'investissement en Afrique. Le risque n'y est pas plus élevé qu'ailleurs et pour une économie mondiale aujourd'hui essoufflée, l'Afrique ne présente pas de risques mais plutôt des opportunités de relance et de croissance partagée.

Travaillons à la réforme de la gouvernance financière mondiale pour assouplir les conditions d'accès au crédit pour le financement du développement. C'est dans la foi en cette Afrique nouvelle que nous poursuivons depuis deux ans la mise en œuvre du Plan Sénégal émergent à travers de grands projets structurants notamment des centrales électriques, un nouveau pôle urbain, des infrastructures routières dont une deuxième autoroute à péage et le lancement prochain d'une ligne de train express régional reliant Dakar à notre nouvel aéroport international en cours de finition, a conclu le Président.

M. JOHN KEY, Premier Ministre de la Nouvelle-Zélande, a expliqué que son pays en tant que membre non permanent du Conseil de sécurité utilisait ce siège pour faire avancer les questions sensibles. Si le Conseil de sécurité a permis des succès tels que la négociation du « deal iranien » ou la fin de la guerre en Colombie, le Premier Ministre néo-zélandais a regretté que ce Conseil n'ait pas été en mesure de faire face à ses responsabilités dans la crise la plus grave, à savoir la crise syrienne. « Quelle que soit la difficulté de la situation, le Conseil de sécurité ne peut pas se contenter de la regarder se dégrader encore », a insisté le Premier Ministre, avant de préciser que son pays utilise son rôle de Président du Conseil de sécurité pour organiser demain une réunion de haut niveau sur la Syrie. Il a espéré que cette réunion permettra d'avancer vers une solution politique et d'appuyer l'accord de cessez-le-feu conclu grâce aux États-Unis et à la Fédération de Russie. Cet accord est la meilleure chance de mettre fin au conflit et de parvenir à un règlement politique.

Le Premier Ministre néo-zélandais s'est aussi félicité des initiatives de la Chine et des États-Unis pour négocier une nouvelle résolution du Conseil de sécurité relative au dernier essai nucléaire de la République populaire démocratique de Corée (RPDC). Il a précisé que son pays travaillait aussi à rendre le Conseil de sécurité plus efficace en matière de prévention des conflits et à répondre aux crises politiques avant qu'elles n'échappent à tout contrôle. Dans ce contexte, la Nouvelle-Zélande souhaite pousser le Conseil de sécurité à travailler plus étroitement avec les organisations régionales pour s'engager le plus tôt possible avec les pays en crise.

Par ailleurs, le Premier Ministre a rappelé que les questions des changements climatiques et du financement de l'adaptation au risque de catastrophe naturelle étaient une priorité pour les petits États

insulaire en développement. Il a rappelé que ces pays figurent parmi les partenaires au développement les plus proches de la Nouvelle-Zélande. Il a aussi appelé à des règles plus équitables en matière de commerce international avant d'appeler l'Organisation mondiale du commerce (OMC) à mettre en place un dispositif qui bénéficiera à tous. Il a prévenu que le protectionnisme aura un effet négatif sur notre capacité à réaliser le développement durable et, dans le contexte du processus de nomination du prochain secrétaire général de l'ONU, le Premier Ministre a estimé que sa compatriote Mme Helen Clark ferait « une excellente » secrétaire générale.

M. MATTEO RENZI, Premier Ministre de l'Italie, a estimé que nous sommes dans une nouvelle ère d'opportunités et de possibilités mais aussi de menaces et de problèmes qui semblaient, il n'y pas si longtemps, encore éloignés. La menace du terrorisme est devenue quotidienne, un terrorisme qui ne s'attaque plus seulement aux cibles classiques mais aux théâtres, aux musées, aux stades et aux restaurants. Les risques liés aux pandémies sont parfois exagérés mais ils sont bien réels et les menaces à l'environnement sont bien connues. Tous ces risques et menaces, a dit le Premier Ministre, ont transformé l'avenir en une source de préoccupations plutôt que d'espoirs. Le Premier Ministre s'est particulièrement attardé sur la migration et les problèmes qu'elle a créés dans le cœur des gens, les questions qu'elle a soulevées et les difficultés qu'elle a fait naître. L'avenir devient un espace de doutes qui fait peur.

Nous devons pourtant, a encouragé le Premier Ministre, choisir la voie de l'espoir, du possible et des opportunités devant des défis et des menaces qui n'ont plus de frontières mais qui sont au cœur de nos villes et souvent dans les quartiers les plus pauvres et oubliés, comme le terrorisme. Devant ces problèmes, quelle est la réponse de Rome? La réponse c'est l'espoir, c'est la fierté des milliers de vies sauvées par les soldats, les garde-côtes, les marins italiens dans la Méditerranée. La réponse c'est la voix des Italiens dans les domaines de la culture et de la recherche qui vont conduire la première mission européenne sur Mars le 19 mars. La réponse c'est le respect des valeurs religieuses mêlé à un profond sens de l'identité culturelle qui fait d'une communauté, une communauté. La réponse c'est la conviction que sans compassion, une communauté ne mérite pas de s'appeler communauté.

C'est dans cet esprit, a confié le Premier Ministre, que l'Italie entend relever les défis du monde, au Conseil de sécurité en 2017, en partageant son siège non permanent avec les Pays-Bas. L'Italie participera aussi à la vie de la communauté internationale en accueillant le 25 mars, les pays de l'Union européenne pour le soixantième anniversaire de leur traité, une date importante pour ouvrir un chapitre. L'Italie dirigera également la réunion du G7 en Sicile, « un lieu important de culture et de valeurs ».

Au niveau national, l'Italie sait que la seule manière de combattre le terrorisme qui vient de ses banlieues abandonnées est d'investir dans le capital humain, donc dans l'éducation. Une loi a d'ailleurs été adoptée qui fait qu'un euro investi dans la sécurité et la police doit correspondre à un euro investi dans la culture et l'éducation. L'Italie compte ainsi faire de la réunion du G7 une occasion importante de réfléchir à l'identité et à la culture mais aussi aux défis de la faim, de la pauvreté et de la santé. Les défis du Conseil de sécurité, de l'Europe et du G7 ont la même matrice, a souligné le Premier Ministre, et c'est notre devoir en tant qu'Italiens, de promouvoir l'espoir et non le ressentiment, la haine et la colère. L'Italie, a-t-il promis, continuera à servir les idéaux de la paix, grâce à ses hommes et femmes en uniforme déployés à travers le monde. Elle sera toujours du côté de la démocratie, de la liberté et des idéaux, soucieuse de faire de la politique une activité noble et concrète.

À l'intention des organes d'information • Document non officiel.